

tribune

PSU

socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 550 - mercredi 18 octobre 1972 - 2 F

Saint-Laurent-du-Pont

146 morts

UN RACKET ?

7 JOURS DANS T.S.



■ Non, « TS » n'a pas l'intention de se transformer en un « Minute socialiste ». Si notre « une » et notre dossier central sont consacrés cette semaine à l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont, c'est parce que le problème, extrêmement grave sur le plan judiciaire, a aussi une signification politique.

Les questions que pose Bernard Langlois à la suite de son enquête à Grenoble, nous ne sommes pas les seuls à les poser. Et il ne manque pas de journalistes dans ce pays qui savent qu'au procès du « 5-7 », tout n'a pas été dit.

■ Mais il est des dossiers difficiles à sortir... Si celui-ci finit tout de même par venir au jour, c'est qu'il y a trop de faits troublants dans cette affaire pour qu'on puisse se contenter des conclusions du procès.

Cela, René Backmann l'a déjà dit dans le « Nouvel Observateur ». Nous versions, nous, de nouvelles pièces qui sont autant de questions. Et nous espérons qu'une réponse y sera donnée. A celles de l'article de Langlois, comme à celles posées dans le cadre parlementaire, par Michel Rocard.

■ Le problème, disions-nous, n'est pas seulement judiciaire. Quelles que soient les conclusions d'une enquête qu'il faudra bien rouvrir, il restera toujours un fait : à Grenoble, comme à Lyon, le « milieu » semble jouir d'une singulière liberté de manœuvre. Et l'on dit trop que le fait d'appartenir au « Sac » facilite bien des choses (p. 8-9).

■ Que ce régime n'hésite pas, au moins au niveau subalterne, et peut-être à d'autres niveaux, à recourir au service des truands, ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté. Quoi qu'on puisse penser du film d'Yves Boisset, « L'Attentat », qui sort actuellement, il a au moins un mérite : nous rafraîchir la mémoire. L'enlèvement de Medhi Ben Barka avait déjà, à l'époque, mis en lumière certains aspects peu reluisants du régime en place depuis 15 ans bientôt (p. 14). La bataille politique qui s'engage devra en tenir compte.

■ Pour être moins spectaculaire, la lutte des travailleurs pour en finir avec l'exploitation dont ils font l'objet n'en demeure pas moins décisive. C'est pourquoi il nous faut analyser de près la nature des conflits sociaux de ces dernières semaines, les raisons de leur réussite, ou de leur échec.

L'article de notre correspondant à Clermont-Ferrand, sur la fin de la grève de Michelin (p. 10), tout comme l'éditorial d'Alain Rannou, montrent à cet égard que le mouvement socialiste doit aujourd'hui choisir entre deux stratégies ouvrières.

■ Ce choix est aussi politique : la façon dont on attaque le capitalisme aujourd'hui est directement liée au type de socialisme que nous voulons construire. Si nous ne voulons pas qu'il se réduise à un capitalisme d'Etat amélioré, il s'agit d'aller beaucoup plus loin que le programme commun PC-PS. Comme nous le montrons dans la critique du chapitre consacré à l'Ecole (p. 4).

Et Gibelin, dont le livre « Juin 36 » vient d'être réédité, nous remet en mémoire, en répondant aux questions de Jean Verger (p. 16) une réalité historique plus complexe et contradictoire que le symbole figé du « Front Populaire » que certains voudraient nous voir adopter.

■ Il manque, dans ce débat sur les stratégies sociales et politiques, un article sur le Chili. L'extrême gravité de la situation dans ce pays montre à quel point la bataille politique qui s'y livre est aujourd'hui décisive. Nous y reviendrons.

■ Nous publions, en revanche, des documents particulièrement inquiétants sur la répression en Argentine (p. 13). Maria Antonia Berges est une des rescapés du massacre politique commis le 22 août dernier par les hommes du général Lanusse. Elle raconte sa tragique histoire.

■ Certains s'étonneront peut-être en fin de trouver dans « TS » des articles qui ne reflètent pas précisément la pensée du parti. Ce sont des « Tribunes Libres » (p. 6-7) ou des livres propos (p. 15) qui n'engagent que leurs auteurs.

Si « TS » est bien l'hebdomadaire du parti, il est aussi un lieu de confrontation. Il y a là, pour tout lecteur, une invite à prendre la plume.

■ Ne serait-ce, d'ailleurs, que pour remplir un bulletin d'abonnement. Pour que « TS » continue à paraître, il est indispensable que le nombre de ses lecteurs s'accroisse. La vente militante a progressé ces dernières semaines. Il faut aller de l'avant.

G.F.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

*T.S. est un instrument
indispensable.
Vous en êtes convaincus.
Prouvez-le !
Un nouvel abonné
par militant !*

tribune
socialiste
PSU

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique : Robert Chappuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :

Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :

Gérard Borel.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Cyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000

Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

sommaire

4. Sacré Charlemagne ! Gérard FERAN.
- 6-7. Une victoire bretonne ? Alain GUILLERM.
- 8-9. « 5-7 » : un racket ? Bernard LANGLOIS.
10. Michelin : la normalisation.
11. C.N.O. : l'O.S., ce mutilé. MINAZZI.
12. Vietnam : l'odieuse tromperie. Bernard JAUMONT.
13. Argentine : une rescapée témoigne.
14. Le compromis. Alain MOUTOT.
15. Le pouvoir intellectuel. Marie MINOIS.
Le crève-cœur d'Aragon. Robert CHAPUIS.

Décider demain

“CONTROLER aujourd'hui pour décider demain.” Ce thème, qui sera l'axe du projet de manifeste soumis à la discussion du PSU, c'est d'abord l'expression d'une stratégie. Et l'actualité des luttes sociales de ces dernières semaines vient en confirmer l'importance. La semaine d'action CGT-CFDT, la grève de la SNCF, la fin du conflit Michelin, les luttes du Fond d'Action sociale à Paris, de Fosco à Sedan, autant de combats qui, dans leur réussite ou leur échec, posent une même question : Comment devons-nous nous battre pour que les luttes sociales actuelles trouvent leur débouché politique et préparent l'avènement du socialisme ?

Sur ce point, nous devons être clairs : une stratégie ouvrière dont l'objet serait uniquement de faire des luttes sociales un point d'appui à la campagne électorale qui s'annonce ne pourrait que conduire le mouvement socialiste à l'échec. Il s'agit en effet d'adopter la démarche inverse en utilisant la campagne pour les élections de 1973 comme support et comme arme politique pour tous ceux qui rentrent aujourd'hui en conflit avec le capitalisme.

Chantage

A cet égard, la déclaration de Georges Ségué devant les travailleurs de Brest est particulièrement inquiétante. Car après avoir affirmé qu'il est absurde de croire que l'un des moyens de favoriser une victoire de la gauche serait de suspendre ou d'atténuer l'action revendicative, le secrétaire général de la CGT devait préciser : « Nous sommes respectueux de la démocratie et nous ne ferons rien qui puisse être de nature à perturber la sérénité d'une consultation électorale. D'ailleurs, le syndicat qui se hasarderait à ne pas respecter cette règle serait condamné par les travailleurs. »

Certes, si Georges Ségué veut exprimer par là le refus du thème « élections-trahison », nous ne le contredirons pas. La bataille électorale de ces prochains mois nous paraît constituer, au contraire de bien d'autres, un combat politique d'envergure dont l'objet n'est plus seulement le changement du gou-

vernement mais celui du régime. Mais, à moins de nous tromper lourdement, cette déclaration exprime bien autre chose : une conception de l'action revendicative nécessaire, certes, mais soigneusement canalisée de façon à ne pas effaroucher un électorat potentiel.

Cette conception qu'a la CGT de l'action revendicative est d'ailleurs liée à ce qu'il faut bien appeler un chantage permanent à l'encontre de la CFDT. Cette petite phrase que Georges Ségué a osé dire en témoigne : « La CFDT doit choisir clairement si elle se sent plus proche du programme commun de la gauche que du gouvernement actuel ! » On ne saurait dire plus clairement que la non-acceptation des objectifs du Programme commun met en évidence une liaison objective avec la bourgeoisie.

Ce débat sur la stratégie des luttes sociales est aujourd'hui décisif. Nous le rencontrons dans les principaux conflits qui ont éclaté ces dernières semaines. Et d'abord dans l'échec de la grève chez Michelin. Cette lutte, nous l'avons expliqué dans les deux derniers numéros de « TS », était particulièrement importante. Elle intervenait dans une entreprise qui n'avait pas été en grève depuis 1952. Elle concernait un trust international et débouchait déjà sur un début de solidarité puisque les travailleurs d'Allemagne et d'Italie avaient refusé d'augmenter la cadence de production des toiles métalliques. Enfin, ses objectifs étaient anti-hiérarchiques puisque les ouvriers de l'atelier OPK demandaient 50 centimes pour tous et la suppression du salaire au rendement.

Deux voies

Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est résulté : une reprise du travail « conditionnelle » pour donner à la direction un délai qui lui permette de faire de nouvelles suggestions. Curieuse conception, en vérité, que celle qui consiste à penser que le patronat cède sous l'effet de la réflexion et non sous la pression d'un rapport de forces. Mais le plus grave, comme l'indique notre correspondant dans ce numéro, se situe avant la fin de la grève. Il s'agit de l'acceptation par les

délégués syndicaux des augmentations hiérarchiques : 5 centimes pour les plus basses catégories de PK, 30 pour les plus hautes, et le maintien des primes. Ce conflit illustre bien les deux voies entre lesquelles le mouvement ouvrier doit choisir : celle du contrôle ouvrier et de la démocratie ouvrière qui s'inscrit dans la lutte pour un projet socialiste autogestionnaire, ou celle de l'acceptation des divisions internes des travailleurs qui conduit à entériner la hiérarchie des salaires et des fonctions, à ne concevoir l'union populaire que comme le simple rassemblement électoral de tous les mécontents du système et qui débouchera uniquement sur une forme « avancée » du capitalisme d'Etat.

Dans ce choix, le rôle de la CFDT est important. Il dépend de cette centrale notamment que la semaine d'action revendicative et la grève de la SNCF ne se réduisent pas aux objectifs et aux formes de luttes proposés par la CGT. Mais il serait absurde de tout attendre de la CFDT. La situation dans laquelle le PC et la CGT veulent la placer, celle du choix entre le Programme commun, et le ralliement au « programme de la droite », la conduit pour conserver son autonomie sur le plan des objectifs socialistes à tout faire pour éviter d'être accusée de division syndicale.

Rouvrir le débat

Il faut en réalité que d'autres forces que la CFDT expriment, tant sur le plan social que politique, la possibilité d'une autre stratégie que celle proposée par le PC et la CGT, tout en rappelant constamment qu'elles sont parties prenantes de tout le camp anticapitaliste. Pour ce faire, il faut rouvrir le débat. La Conférence nationale ouvrière proposée par le PSU a cet objet.

Des militants ouvriers organisés politiquement ou non y interviendront à partir de leurs expériences de lutte.

Nous souhaitons que le débat qui s'y ouvrira dépassera la seule audience des organisations politiques invitantes. Les choix de l'heure sont trop importants pour que le mouvement révolutionnaire accepte le risque de demeurer marginal.

Alain RANNOU

CFDT : une purge ?

Trois militants CFDT de la section Samaritaine viennent d'être exclus le 15 octobre de leur syndicat. Les raisons de cette exclusion et les méthodes employées nous ont semblé mériter une intervention du PSU. Nous publions ci-dessous le texte de la lettre envoyée par le Bureau national à Edmond Maire, secrétaire national de la CFDT et à Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire de la fédération des services. Nous n'avons pas encore reçu de réponse.

Chers camarades, Trois militants syndicalistes de la CFDT, membres de la section Samaritaine sont menacés d'exclusion au 15 octobre de cette organisation. Il s'agit de :

— Claude Gauchez, délégué du personnel, délégué syndical et responsable au comité d'entreprise ;
— Jean-Louis Bouffanais, délégué syndical, membre du Conseil du Commerce et délégué du personnel ;
— Danièle Lesourd, déléguée du personnel suppléante, déléguée syndicale.

D'après nos informations, le motif invoqué « préjudice causé à l'organisation et atteinte portée à ses intérêts » n'est appuyé sur aucune preuve. La procédure elle-même semble

étonnante. Le Conseil du Commerce se serait réuni sans que ce point figure à l'ordre du jour et les camarades menacés d'exclusion n'auraient pas été avertis ni convoqués pour se défendre à l'exception de Jean-Louis Bouffanais, à titre de membre du Conseil et non à titre d'accusé. Ce dernier étant malade n'aurait pas assisté à la séance.

Il apparaîtrait bien que cela n'ait pas été explicitement dit, que le reproche principal serait en fait leur pratique militante politique au sein du collectif des travailleurs des Grands Magasins.

Nous n'avons pas l'intention bien entendu de nous mêler en quoi que ce soit des problèmes internes de la CFDT ou de toute organisation syndicale.

Mais ce problème nous touche de près puisqu'il met en cause le fait d'avoir une pratique militante politique conjointement à une pratique militante syndicale.

D'autre part, toute exclusion syndicale concerne l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous nous sommes toujours battus contre les pratiques antidémocratiques dans les organisations syndicales. La CFDT s'est elle-même prononcée pour un syndicalisme de classe basé sur la démocratie ouvrière. Dans le secteur des Grands Magasins, la répression frappe très fort tous ceux qui se dressent contre l'arbitraire patronal et en premier lieu les militants syndicaux. Il est d'autant plus nécessaire que les principes fondamentaux de la

démocratie syndicale soient respectés.

Il nous semble qu'il conviendrait de rétablir le plus rapidement possible le respect de ces principes dans le secteur concerné s'ils ont été effectivement mis en cause.

Avant toute information dans notre hebdomadaire « Tribune Socialiste », nous avons tenu à vous interroger sur l'attitude de la Confédération et de la Fédération sur un problème qui les concerne, puisqu'il concerne les rapports entre le militantisme politique et syndical dans l'entreprise.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, notre amical salut socialiste.

Michel ROCARD,
Secrétaire national.

**Petite
chronique
PC-PS**

Démocratiser l'école. La réponse centrale du Programme commun telle qu'elle apparaît dans le chapitre consacré à l'Education nationale est-elle suffisante pour s'attaquer à son rôle sélectif ? C'est le problème que pose cette semaine Gérard Féran.

Nous avons reçu par ailleurs une lettre de B. Salgues qui ouvre un débat sur le sens de cette chronique et sur l'article de J. Verger consacré au cadre de vie. Nous la publierons dans le prochain numéro de TS.

QUI a eu cette idée folle, un jour d'inventer l'école... » La chanson de France Gall fit fureur il y a quelques années. Mais voici que de joyeuse rengaine pour les fins de vacances la question est devenue politique. L'école, terrain privilégié de toutes les batailles de la gauche française depuis près d'un siècle, fait aujourd'hui problème quant à son existence et plus seulement quant à l'amélioration de son fonctionnement.

Sans doute, il nous faut nous méfier des modes. La fin de l'Ecole, ce peut être un excellent thème de bavardage pour une bourgeoisie futuriste parlant de l'an 2000 pour mieux cacher les contradictions dans lesquelles elle se débat aujourd'hui. Tout comme la manière dont certains parlent de la « qualité de la vie » et de « l'orientation de la croissance » (n'est-ce pas M. Giscard ?).

Notre angle d'attaque du problème de l'Ecole n'est évidemment pas le même. Notre interrogation sur l'Institution scolaire, elle naît de la réalité actuelle de la ségrégation sociale et de cette simple question : suffit-il d'ouvrir plus largement l'Ecole, de la démocratiser, pour mettre fin à son rôle de reproduction des inégalités sociales ? Ou n'est-ce pas la conception même d'un secteur de formation, coupé de la vie sociale et donc étrangère au contrôle des travailleurs qu'il faut remettre en cause ?

C'est à partir de cette question que nous interrogerons le chapitre du Programme commun P.C.-P.S. consacré à l'Education Nationale.

Ce chapitre que propose-t-il ? Nous y trouvons tout d'abord un certain nombre de mesures destinées à lutter contre la ségrégation sociale : gratuité effective de l'enseignement public, c'est-à-dire des études, livres et fournitures, mais aussi de l'outillage, des effets de sport et des transports scolaires. Mise en place également d'une aide sociale aux familles, attribuée sur critères sociaux et qui remplacera l'actuel système des bourses. Le Programme reprend enfin une très vieille revendication étudiante longuement défendue par l'U.N.E.F., celle d'une allocation d'études. Mais il choisit sur ce point de l'attribuer d'abord sur critères sociaux, puis progressivement sur critères universitaires.

Le chapitre sur l'Ecole reprend par ailleurs un certain nombre de revendications importantes ayant trait à la petite enfance : en particulier la création de maisons de l'enfance, accueillant les

sacré Charlemagne !



Suffit-il d'ouvrir plus largement l'école ?

enfants de la naissance jusqu'à six ans et regroupant divers services d'éducation et de santé.

D'autres propositions sont directement issues des différentes recherches pédagogiques effectuées depuis plusieurs années : la révision des programmes destinés à ouvrir l'enseignement « aux progrès des connaissances, au développement de l'économie, à l'essor de la démocratie ». La reprise, sur le plan des méthodes d'enseignement, de la notion d'équipe éducative « préférée » à celle de maîtres polyvalents.

Le Programme envisage enfin une formation des maîtres revalorisée dans le cadre de centres pédagogiques universitaires, le lancement d'un plan général de recyclage et de perfectionnement, et la titularisation des suppléants, auxiliaires, contractuels et vacataires.

Le sens de notre critique

Notre critique essentielle ne porte pas sur le détail des mesures proposées. Nous l'avons dit, un certain nombre de revendications importantes sont reprises et c'est là un fait positif. Mais ce qui, pour nous, fait problème c'est la conception d'ensemble de l'école telle qu'elle apparaît dans le Programme commun. Cette conception se fonde sur trois postulats qui nous paraissent extrêmement contestables :

— l'idée d'abord que la démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire la possibilité donnée à l'ensemble des enfants de milieu populaire de poursuivre leurs études constitue une réponse suffisante au problème de la sélection sociale.

— La croyance ensuite qu'il suffit « d'ouvrir » davantage l'école, sur le plan des programmes et des méthodes d'enseignement vers l'extérieur pour résoudre le problème posé par la coupure entre l'Institution scolaire et la vie sociale.

— L'hypothèse enfin suivant laquelle « un circuit » de formation permanente complémentaire au processus scolaire suffit à reposer de façon satisfaisante

le problème des rapports entre l'école et la vie professionnelle, entre la formation de base et le métier.

Ces trois hypothèses s'inscrivent en fait dans la thèse centrale qui est celle du programme commun : l'Etat est l'agent central de la transformation économique et sociale et la démocratisation des institutions est la voie privilégiée pour remettre en cause progressivement les inégalités sociales. Cette thèse est au cœur de ce qu'il nous faut bien appeler sans aucune polémique, une stratégie réformatrice. Et elle conduit sur le terrain de l'école aux mêmes contradictions insolubles que sur le terrain politique.

Revenons en effet rapidement sur les trois postulats évoqués : pour que la démocratisation de l'école constitue une réponse suffisante à la ségrégation sociale, il faudrait que le système scolaire soit un appareil neutre se contentant de « refléter » les inégalités. Or nous savons qu'il n'en n'est rien. Les analyses de Bourdieu et Passeron, celles plus récentes de Baudelot et Estabiet (1) mettent en évidence, quels que soient leurs désaccords par ailleurs, le rôle actif et non passif du système scolaire dans la reproduction des classes sociales.

Ce rôle ségrégatif de l'Ecole, et nous en arrivons à la critique du deuxième postulat présent dans le Programme commun, il ne tient pas seulement à son fonctionnement interne. Il vient d'abord de la situation du système scolaire par rapport à l'environnement social et notamment par rapport à la production. Cette situation est double. Elle est d'abord relation de coupure avec l'ensemble du monde du travail : rien ne permet à des enfants de milieu ouvrier ou paysan de se reconnaître comme tels dans la formation qu'on leur donne. Leur succès éventuel, et accepté souvent ainsi par leurs parents, passe par une rupture avec tout ce qui fait leur vie. Certes il n'y a pas

de culture prolétarienne toute faite que l'on remplacerait par une culture bourgeoise. Mais ce que fait l'école est plus dangereux. Elle détruit toute possibilité d'apparition d'un autre langage, d'un autre système de référence, d'une autre histoire collective : et c'est pourquoi le système culturel dominant devient le seul possible, celui auquel il faut s'identifier pour réussir. Cette coupure, elle s'exprime de la façon la plus évidente par le type de rapport qu'ont la plupart des travailleurs avec l'école. Il s'agit d'une relation exclusivement familiale, qui s'établit en fonction des chances de réussite ou des risques d'échec de leurs enfants. Mais non d'un rapport social qui les conduirait à exiger en tant que travailleurs un contrôle global sur le contenu, les objectifs et les méthodes d'un système de formation et d'éducation. Dès lors cette coupure initiale va de pair, plus tard, avec une situation de dépendance extrêmement forte vis-à-vis du système productif. Mais dépendance non par rapport aux travailleurs mais par rapport aux intérêts et aux objectifs du patronat.

Tel est le véritable service du rôle ségrégatif de l'école. Et l'on comprend alors que la façon dont le Programme commun définit la formation permanente reste totalement insuffisante. Car le problème n'est pas de créer complètement au « circuit scolaire » un circuit de formation permanente. Ce qu'il faut c'est penser l'ensemble du problème de la Formation, mettre en place les moyens de son contrôle par les travailleurs, et donc cesser d'isoler la question de l'école. Seule une stratégie qui puisse s'attaquer à la coupure de l'institution scolaire et de la vie sociale, qui donc remette en question l'hypothèse d'un système scolaire clos, peut réellement sur ce point comme sur d'autres permettre une transition vers le socialisme. Faute de tels objectifs le Programme commun se contente de prévoir l'amélioration du système et non les conditions de sa destruction.

(1) Bourdieu et Passeron : « Les Héritiers » et « la Reproduction ». Baudelot et Estabiet : l'Ecole Capitaliste en France - Maspero

Pour préparer le congrès

Des raisons matérielles ont conduit à reporter le Congrès d'une semaine : il aura donc lieu à *Toulouse* les 9, 10 et 11 décembre.

Pour préparer les débats de ce Congrès deux textes sont soumis aux militants :

— *un projet de Manifeste* (« Contrôler aujourd'hui pour décider demain »), rédigé par une Commission préparatoire mise en place par le Conseil national d'Orsay et composée des camarades A. Barjonet, R. Chapuis, G. Constantin, Y. Craipeau, P. Dorival, G. Féran, J. Le Garrec, M. Mousel, F. Péronet, Ph. Simon. Le texte du projet a été établi après débat avec le Bureau national et la DPN.

— *un projet de thèses* (« Vers le communisme »), rédigé par les camarades de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP). Ce texte est présenté contradictoirement au texte de la Commission préparatoire.

Ces deux textes représentent une centaine de pages en une brochure unique : pour des raisons financières, il n'est pas possible de l'envoyer directement à chaque militant ; il n'est pas possible non plus de la faire prendre totalement en charge par la trésorerie nationale. Les fédérations serviront donc de relais dans la diffusion. En cas de besoin, les sections peuvent aussi passer commande 9, rue Borromée, Paris (15^e).

— Prix de vente au numéro : 3 F.

— Prix d'achat par les fédérations ou sections : 2,50 F.

Il serait utile de passer commande dès maintenant, en précisant le nom de la fédération ou de la section ainsi que le nom des responsables. Des commandes individuelles sont également possibles (3 F). D'autre part, un numéro spécial (septembre-décembre) de « *Critique Socialiste* » a été rédigé sous la responsabilité du Bureau national : il apporte des éléments utiles et importants pour la préparation du Congrès.

Des tribunes libres seront diffusées courant novembre.

La fédé de Paris dissoute

La Direction Politique Nationale du PSU, réunie le 14 octobre, a examiné la situation de la Fédération de la région parisienne. Une grande majorité des sections et des militants de cette fédération ont fait état en effet de difficultés de direction et de coordination qui se sont aggravées depuis plusieurs mois. Par 33 voix contre 7 (il n'y a pas eu d'abstention), la DPN a pris la décision de dissoudre la Fédération de la région parisienne et d'en assurer la reconstitution immédiate sur la base des forces militantes réelles quelles que soient ses positions dans

le débat interne du parti ; en particulier pour la préparation du 8^e Congrès National, chaque militant de la région parisienne pourra trouver place dans la nouvelle organisation de la Fédération. Une commission de la Direction Politique Nationale, représentative des différents courants, est chargée d'assurer cette reconstitution qui est entamée dès maintenant et sera achevée pour le Congrès Fédéral de la région parisienne fin novembre.

Communiqué officiel de la DPN ■

CALENDRIER POLITIQUE

Ardennes :

Election cantonale

Une élection cantonale doit avoir lieu dimanche 22 à Vouziers pour remplacer le conseiller général décédé. Le Dr Denis, communiste, ancien résistant et personnalité très estimée, avait été élu au premier tour il y a 5 ans, avec 65 % des voix.

Cette fois, le PC n'osant pas risquer une chute brutale ne présente pas de candidat. Il fait campagne pour le Dr Marquet, vétérinaire, candidat « modéré » (soutenu aussi par Guy Desson), absolument étranger aux luttes des travailleurs.

Ceci est d'autant plus remarquable que le PS, allié officiel du PC dans le programme commun, présente, lui aussi, un candidat.

Le PSU sera représenté par un professeur du lycée, membre du bureau fédéral PSU, Raymond Goury, syndicaliste révolutionnaire intégré dans les luttes syndicales locales depuis plus de 25 ans et qui présente sans camoufflage l'ensemble des thèses du parti dans un secteur peu politisé.

A noter qu'il y a encore trois autres candidats, tous de droite, sans qu'aucun n'ose s'afficher ouvertement pro-gouvernemental. Par les temps qui courent, on comprend ça ! ■

Centre-Ouest

La Fédération des Charentes organise, les 11 et 12 novembre, un week-end de formation animé par Robert Chapuis, sur le thème de l'autogestion.

Ce week-end aura lieu au Centre protestant de l'Ouest, à Celles-sur-Belle (79) (à 8 km de Melle).

Il débutera le samedi à 18 h. Participation aux frais : 25 F.

Inscriptions avant le 1^{er} novembre : Claude Lavallade, n° 13, bât. M 1. Champ de Manœuvres, 16800 Soyaux. ■

Etudiants

La coordination nationale étudiante aura lieu à Paris, 9, rue Borromée, Samedi 21 octobre à 14 h et dimanche jusqu'à 16 h.

Chaque ville étudiante, ou fac parisienne devra être représentée par un camarade au moins. Ordre du jour : Préparation politique de la rentrée universitaire. Rapport des étudiants avec le secteur école.

Pour tout renseignement : Coordination Nationale Etudiante, 3, rue d'Aubusson, 31-Toulouse. Tél. : 62.72.13.

Secrétariat du secteur école ■

● Acquittez Courbain !

Au printemps 1971, Gérard Nouvet, était abattu froidement à la Martinique. Pierre Messmer était alors en visite « officielle » dans les territoires occupés des Antilles.

Christian Courbain, militant pour l'indépendance et le socialisme en Martinique et Guadeloupe dénonça le meurtre dans un journal lycéen, rendant Messmer responsable par policier interposé.

Il fut inculpé. Il a comparu à Paris devant la justice bourgeoise la semaine dernière. L'affaire a été renvoyée au 15 novembre.

Une manifestation organisée pour sa défense fut interdite, avec menaces du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de police. Plusieurs petites manifestations purent cependant se tenir dans différents endroits de la capitale.

Nous devons rester mobilisés :

— Pour l'acquittement de Christian Courbain ;

— Pour l'inculpation des meurtriers de Nouvet,

— Pour une solidarité active avec les militants révolutionnaires qui luttent contre le colonialisme et l'impérialisme dans les prétendus départements et territoires d'outre-mer. ■

● A la M.G.E.N.

Le personnel privé de la M.G.E.N. à Paris est en grève, depuis le mercredi 27 septembre.

Depuis des années, la plupart des revendications présentées pour l'amélioration des conditions de travail et de rémunération n'ont pas abouti, qu'elles aient été avancées pendant la grève générale de mai-juin 1968, ou lors des mouvements locaux qui ont eu lieu depuis à La Verrière, dans les sections de la région parisienne, au siège national, etc.

Ces revendications portent sur l'indemnité uniforme de fin d'année pour le personnel des sections, du siège national et des établissements hospitaliers, la révision des modalités de la prime de 7,50 % attribuée au personnel hospitalier ; la révision des modalités de décompte des congés payés : calcul en jours ouvrés et non en jours ouvrables et l'attribution de six jours de congé supplémentaires par an pour soigner un enfant malade, ce qui paraît normal dans une œuvre de vocation sociale (les employés des autres Mutuelles bénéficient de 12 jours à ce titre). ■

● Garde-fous

Mercredi 4 octobre : les « blouses blanches » bloquent la circulation devant le « Bon Sauveur » de Caen, un des plus vieux hôpitaux psychiatriques de France, propriété d'une communauté de religieuses. UN TRACT EST DISTRIBUÉ AUX AUTOMOBILISTES :

« Le sous-développement en Basse-Normandie ne se retrouve pas seulement dans une situation de bas

salaires et de chômage, il se manifeste également dans des structures psychiatriques moyenâgeuses. »

Les manifestants sont déterminés à obliger la direction et les médecins à prendre leurs responsabilités, à exiger des effectifs décents et des horaires acceptables et à mettre en échec la répression anti-syndicale (le déclenchement du mouvement est motivé par le licenciement déguisé d'une psychologue déléguée du personnel).

La direction refusant toute discussion, la grève illimitée est décidée en assemblée générale. Elle touche les infirmiers et élèves-infirmiers psychiatriques, le personnel des services généraux, quelques externes, internes et psychologues. Les soins aux malades sont assurés par roulement. Le lendemain la direction refuse toujours de discuter.

Les grévistes manifestent en ville pour expliquer leur lutte à la population.

Les jours suivants, ça continue ! Les grévistes, outre l'information aux habitants, prennent contact avec les hôpitaux psychiatriques de Picauville (Pont-L'Abbé) et St-Lô (dans la Manche) où des grèves de solidarité se déclenchent.

Lundi 9 octobre : nouvelle manifestation vers la préfecture. Aux côtés des grévistes, des éducateurs et des étudiants.

Leur détermination, les grévistes la prouvent une fois de plus le mercredi 11 quand ils répondent au refus de la direction de les recevoir par une occupation des locaux administratifs. A l'adresse des religieuses-patrons, ils chantent : « Oh, Saint-Esprit donnez-leur vos lumières, qu'elles comprennent bien que nous n'en resterons pas là !... » Car nous savons que les carences en personnel et en locaux sont le fait d'une politique de rentabilisation de la santé. Il n'y a pas de choix budgétaire en matière de santé, indépendamment des orientations politiques globales d'un système. Dans la France capitaliste d'aujourd'hui, tout est subordonné à une croissance économique démesurée. ■

● Chez Roger Bellon (Indre-et-Loire)

Roger Bellon. Produits pharmaceutiques. Quatre usines, 2.100 employés. Entreprise du groupe Rhodiapharm (département pharmaceutique de Rhône-Poulenc). Depuis le 5 octobre, le personnel de l'usine de Monts, en Indre-et-Loire est en grève illimitée.

Grève dure portant sur les salaires inférieurs, à l'usine de Monts (600 personnes), à ceux des autres usines du groupe. Le personnel, qui fait grève pour la première fois, occupe l'usine. Tout le monde est présent aux heures de travail.

Seul syndicat présent : la C.F. D.T., qui comptait, début octobre une trentaine d'adhérents.

Toutes les décisions sont prises en A.G., avec vote à mains levées. Discrétion remarquable du journal local (Nouvelle République) qui ne passe pas — ou tronquée — l'information syndicale.

Conflit peu politisé : au début de la grève, les travailleurs ne voulaient pas de visites des autres entreprises par crainte des infiltrations gauchistes. Par la suite, cette attitude a évolué : la solidarité se développe dans les entreprises de la région et chez les commerçants locaux.

Les deux premières propositions de la direction ont été jugées insuffisantes et rejetées. ■

Une victoire bretonne ?

Ce texte se veut polémique et non théorique. Nous le publions en tribune libre, sous la responsabilité de son auteur. Le fait est que nous n'avons pas encore élucidé le concept central, celui de colonisation de la Bretagne : ce sera l'objet d'un prochain numéro de Critique Socialiste : « Spécial Bretagne ». Pourtant, la Bretagne-colonie et la violence défensive que cette idée implique, ont constitué le fond permanent des arguments de la défense au cours du procès des 11 du FLB. L'actualité a été plus rapide que la réflexion du parti. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose : il est parfois souhaitable que l'action précède la réflexion. Ne serait-ce que pour souligner l'urgence de celle-ci.

Il est vrai que la violence armée n'est pas le fond permanent de l'attitude du prolétariat français (à l'exception du prolétariat parisien en 1793, 1830, 48 et 71, qui se trouva isolé et donc vaincu). Elle semble être pourtant le fond permanent du peuple breton : Bonnets Rouges, Chouans, attentats des années 32, « Communes » de Nantes et révoltes paysannes. C'est peut-être le signe de sa situation coloniale. Cette violence, ni la population, ni même la cour, ne semblent d'ailleurs s'en étonner outre mesure

Les deux conditions nécessaires et suffisantes pour une pratique sérieuse du terrorisme sont les suivantes : que la situation soit absolument désespérée, ne laissant quasiment aucune solution légale, qu'une notable partie de la population y soit favorable, ce qui découle d'ailleurs de la première condition. Ajoutons la précaution de ne frapper que des choses et non des personnes et l'opération peut être réussie.

terrorisme et révolution

Le rôle de la Cour de sûreté de l'Etat était précisément de juger si oui ou non le FLB avait réussi son coup. On a en fait fort peu cherché à savoir s'il était bon ou mauvais de recourir à la violence — tant la violence est évidente dans une situation intenable — mais il a été question de déterminer si cette violence était payante. Le peuple breton est-il derrière le FLB ? ou encore : la Bretagne est-elle une colonie ?

On remarquera au passage l'évolution générale des esprits — dont l'évolution de l'esprit des juges n'est que le reflet. Il semble évident, pour tous ces nobles vieillards et ces généraux, qu'on a raison de se révolter quand le peuple est avec vous, ou encore que le devoir de toute colonie est de prendre les armes contre le colonisateur... Evidences certes ; mais évidences retenues implicitement par une Cour de sûreté de l'Etat ! Le rôle du tribunal était donc de démontrer que la Bretagne n'était pas une colonie et que les inculpés étaient totalement coupés des masses. Le rôle de la défense était de prouver le contraire.

Le plus fort argument prouvant la sympathie des Bretons envers les « terroristes » fut, à notre avis, le rôle des « media » en Bretagne : « Ouest-France » fut très discret à propos du procès. Que l'on compare cette attitude avec celle de la presse française envers l'« été chaud » de Geismar, par exemple (pourtant bien inoffensif par rapport au

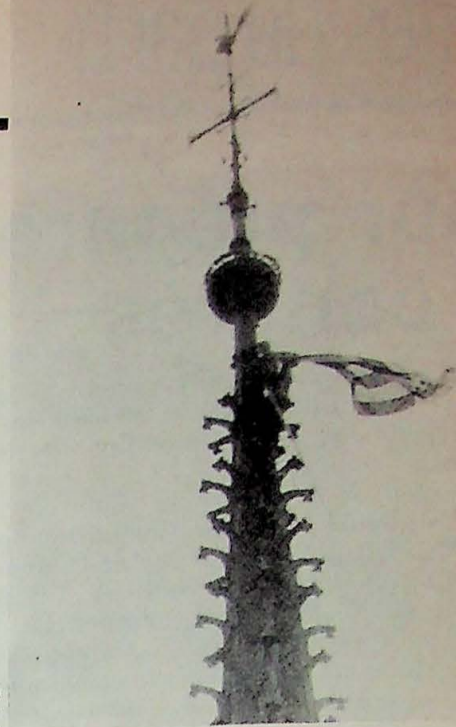
FLB). Que voyait-on à l'époque ? : les exploits des gauchistes à la « une » de tous les journaux écrits et parlés, une propagande débile surestimant leurs actes et, ajouté à cela, tous les chiens de garde de la bourgeoisie, tous les journalistes policiers, hurlant à la mort contre les terroristes.

L'affaire fut tellement montée en épingle que Marcellin put faire un petit pas en avant vers le fascisme : interdiction d'un journal, quadrillage de nos villes par les flics, violences policières (Deshayes, Jaubert) et enfin tentative de supprimer la loi de 1901. Qui ne se souvient encore de cette sombre époque où l'on n'osait lire un certain journal dans la rue, de crainte d'être agressé par les flics ou les passants, où les retraités assassinaient froidement des jeunes, où pour avoir reçu un coup de bâton, on allait en prison pour injure à agent, etc. La pratique de la Gauche Proletarienne, mettons de 1969 à 71, fut l'exemple même d'un terrorisme qui tourne le dos aux masses, qui rend les masses solidaires de la répression bourgeoise.

Quel fut, par opposition, le résultat du terrorisme FLB ? En 1967-68, eut lieu une première vague d'attentats ; le réseau fut démantelé et 52 hommes inculpés. La police avait eu le plus grand mal à les découvrir, la « loi du silence », la complicité passive de la population avait été quasiment massive. Cette complicité, mieux cette solidarité, peut être quantifiée grâce à une souscription ouverte en faveur des détenus par le journal « Le Peuple Breton » : on récolta des sommes imposantes. Il n'y eut que des manifestations de sympathie, pas la moindre d'hystérie bourgeoise.

Craignant un procès comme la peste, Pompidou et Plevin gracièrent les inculpés. Le pouvoir octroya même la mise à 4 voies de certaines portions de la route centrale Rennes-Chateaulin appelée depuis « route du FLB » ; beaucoup se disaient ouvertement membres du FLB.

Mais l'affaire fut oubliée par deux coups de tonnerre qui ébranlèrent la Bretagne : le « Joint Fran-



Au sommet de Notre-Dame...



Les inculpés libérés... on n'avait jamais tant parlé de la Bretagne.

çais » et la grève du lait, premières grèves nationales bretonnes. Les attentats du FLB reprisent, visant explicitement les adversaires des grévistes (les remembreurs, les camions de lait, les préfectures et les palais des patrons). Cette fois, leurs auteurs furent assez vite démasqués. Non que la population se fût montrée plus causante, mais grâce à l'ampleur des rafles effectuées par la police (300 suspects arrêtés pour les découvrir). L'arrestation des membres du nouveau FLB mettait le pouvoir le dos au mur : **accepter le procès ou les gracier.**

Dans les deux cas, c'était un échec : on reculait encore ou on leur donnait une tribune. C'est ce qui s'est finalement produit. La tenue du procès fut une grande victoire d'autant que la majorité des 11 inculpés choisirent M^e Leclerc comme défenseur et se battirent sur une ligne politique claire et socialiste. Deux d'entre eux seulement firent appel à des témoins de droite ou d'extrême droite (survivance du vieux mouvement breton d'avant-guerre).

Le nouveau FLB apparut globalement comme de gauche ou « gauchiste ». De violentes manifestations à Rennes l'appuyèrent et dans toute la Bretagne se créèrent des comités de soutien où se sont rencontrés les anciens du Joint et de la grève du lait, mais encore plus nombreux. Ce mouvement est franchement prolétarien : tant la droite (le journal « L'Avenir de la Bretagne ») que la gauche « stalinienne » (« Le Peuple Breton ») lâchèrent le FLB.

les minutes du procès

C'est ainsi que nous en arrivons à l'audience avec, face à face, la droite (la Cour de sûreté de l'Etat au service du capitalisme français) et la gauche (le FLB au service du peuple breton et par là-même du prolétariat français, thème qui fut amplement développé).

Entre les deux, le rôle des notables bretons (Martray, fondateur, et Lombard, actuel dirigeant du CELIB, cités par M^e Leclerc pour mieux les confondre) était de dire : certes la Bretagne était une quasi-colonie il y a 20 ans, mais, grâce à nous, bien entendu, elle s'est tirée d'affaire, le sous-développement a été enrayer et ces jeunes accusés, sympathiques et mus par de nobles motifs, se sont trompés. Ils ont 20 ans de retard ; mais si les choses n'avaient pas évolué en 20 ans, nous aussi, clause de style, nous aurions posé des bombes.

Comme on n'a jamais vu de colonie se décoloniser pacifiquement et grâce aux notables, il fut aisé de prouver à M. Martray avec des chiffres irréfutables, qu'il n'avait pas plus décolonisé la Bretagne, même avec l'aide de son ami Pleven, qu'Houphouët n'avait décolonisé la Côte-d'Ivoire. La « trahison des notables » démontrée (notamment par Philipponneau du PS de Rennes) le vrai duel entre l'accusation (le capitalisme français) et la défense (le peuple breton) pouvait avoir lieu.

Le premier croisement de fer entre les deux adversaires eut pour objet — et ce n'est pas un hasard — la langue. Un des inculpés voulut lire 70 pages en breton. Le président voulut le faire expulser et il y eut deux brèves bousculades en-

tre l'ensemble des inculpés et les gardes, bousculades que la presse prostituée qualifie de « folkloriques ».

Ces incidents passés, le procès prit l'allure d'une sorte de cours magistral de très grande classe, où l'on vit défiler une foule de personnalités éminentes venant donner des leçons aux juges. Les dépositions de Philipponneau, déjà cité, suivies de celles de nos camarades Le Foll, Person et finalement Caro, furent autant de violents réquisitoires contre l'Etat bourgeois, appuyés par des linguistes (Calvet), des écologistes et des ethnologues. C'est tout le procès du génocide culturel et économique que subit la Bretagne qui fut fait.

Mais le procès n'eut pas seulement ce caractère « universitaire » au meilleur sens du terme. Il fut entrecoupé de témoignages d'ouvriers et de paysans qui, loin de détonner, élevaient encore au contraire le niveau en appuyant de faits concrets les exposés des théoriciens. Trotsky parlant de son procès, après 1905, comme responsable du Soviet de Petrograd, raconte que devant tant de discours et de témoignages en sa faveur, ses vieux parents crurent qu'on allait, non pas le déporter, mais lui donner quelque chose comme une décoration ! La fin de la déposition de Caro indiquait, qu'à défaut d'être décorés, les accusés de toute façon entreraient dans l'histoire du peuple breton après les Bonnets Rouges, Ponkallec, etc., et que c'était à la cour de choisir d'entrer dans l'histoire — ce dont elle se serait bien passée — soit par un acte de clémence, soit, toutes proportions gardées, dans la lignée du duc de Chaulnes et des autres bourreaux du peuple...

Tel était en effet le dilemme pour les juges : faire des héros ou fabriquer des martyrs. Mais des héros, les accusés l'étaient déjà ; appuyés par un vaste mouvement en Bretagne, par le meeting à la Mutualité qui avait rassemblé 2 000 Bretons de Paris (la clientèle gauchiste habituelle était peu nombreuse). Le matin du verdict enfin, leurs amis faisaient flotter le drapeau breton à la flèche de Notre-Dame, brisant ainsi le silence de l'ORTF.

Une grande victoire bretonne

A 18 h, le verdict était rendu, donnant une liberté immédiate à tous les détenus, condamnés seulement avec sursis. C'était une grande victoire bretonne, la première depuis des siècles.

Si notre analyse est contestable, le verdict en tous cas la confirma. La cour ne peut pas ne pas avoir été informée par les projets, les RG, etc., de la profondeur du mouvement de soutien en Bretagne, mieux informée peut-être que certains « révolutionnaires ».

Grâce à l'acte courageux du FLB, on n'avait jamais tant parlé de la Bretagne. « Prenons la parole et gardons-la », c'est ce que firent les inculpés dont certains étaient traités par la presse, auparavant, de « ruminants ». Le procès est un pas considérable — par la tribune qu'il a offerte — pour la progression des luttes du peuple breton. Et le président a été bien imprudent — en voulant donner des conseils de stratégie révolutionnaire — de suggérer aux inculpés de présenter des candidats aux élections, au lieu de poser des bombes.

Même de ce côté-là, il pourrait y avoir des surprises...

Alain GUILLERM ■

L'Occitanie aussi

A l'occasion du procès des militants du F.L.B., des camarades de la « Cause du peuple », du P.S.U. et de « Lutte occitane » ont distribué sur la voie publique, le samedi 7 octobre, un tract dont voici un extrait : « L'Occitanie est aussi en train d'être liquidée par les plans du capitalisme.

COMME EN BRETAGNE, les matières premières extraites chez nous sont traitées ailleurs, sans créer d'emplois sur place (Bauxite, etc.) les dernières industries ferment (ganterie et Henfer à Millau, Bédarrioux, Lodève, Béziers...).

Les petits paysans, artisans et commerçants disparaissent. Les travailleurs et les jeunes sont réduits au chômage, aux salaires de misère et à l'exode.

COMME EN BRETAGNE, l'armée accapare les terres (Larzac, Pic Saint-Loup,

Canjueurs...) les promoteurs du tourisme envahissent le littoral et l'arrière-pays.

COMME EN BRETAGNE, nous sommes destinés à devenir des immigrés déportés dans l'Europe riche, ou, en restant au pays, des amuseurs pour touristes.

COMME EN BRETAGNE, face à cette situation, la révolte éclate chez les jeunes chez les paysans, chez les travailleurs. COMME EN BRETAGNE, notre langue et notre culture, mises hors-la-loi, deviennent un signe de prise de conscience du peuple.

LO POBLE OCCITAN E LOS POBLES OPRIMATS VOLON VIURE !

COMME EN BRETAGNE, nous lutterons sur tous les fronts et par tous les moyens pour devenir maîtres de notre destin, pour que notre pays ne soit pas transformé en désert et pour y vivre en hommes libres. » ■

Les prisons de Pleven

On se suicide beaucoup en ce moment dans les prisons de Pleven. En une semaine, du 25 septembre au 3 octobre, trois détenus se sont donné la mort.

A Fresnes, Gérard Grandmontagne, 31 ans, a été trouvé pendu dans une cellule du quartier disciplinaire - traduisez : mitard - le matin du 25 septembre. Il avait été condamné à 6 jours de mitard pour homosexualité. C'est vrai qu'il était homosexuel. C'est vrai aussi que la répression sexuelle exercée sur les détenus les condamne tous à l'homosexualité. Gérard Grandmontagne était en prison préventive pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Mais n'allez pas croire qu'il s'agissait d'un de ces gros bonnets de la drogue qui font fortune en empoisonnant leurs semblables. Ceux-là ne vont jamais en prison. Pour Gérard Grandmontagne, la drogue, comme l'homosexualité et le vol, était l'aboutissement d'une existence sans espoir. Enfant de l'Assistance publique, malade, sans travail, il n'avait aucune place dans cette société si douce aux vrais trafiquants lorsqu'ils ont réussi.

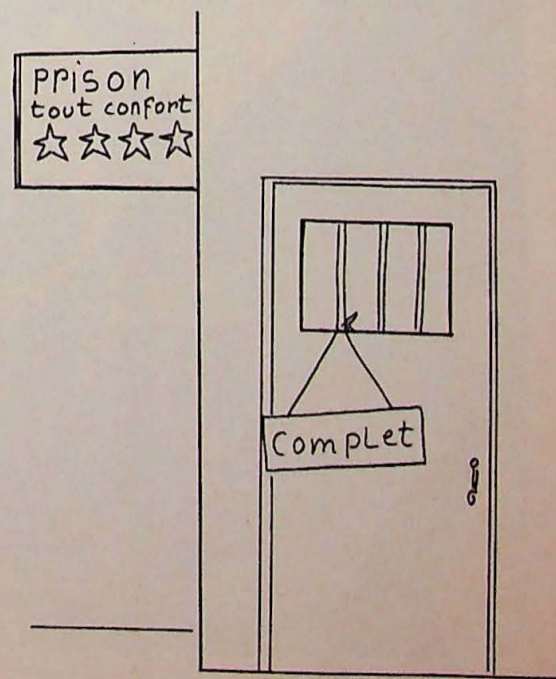
A la Santé, c'est un Algérien, M. Cheurfa, 28 ans, qui s'est pendu dans sa cellule, le 3 octobre. Il attendait d'être jugé pour homicide volontaire.

Aux Baumettes, à Marseille, Alain Quintric, 23 ans, s'est lui aussi pendu, dans la nuit du 4 au 5 octobre. Le 25 novembre 71, il avait été condamné à un an de prison pour vol, délit de fuite, défaut de permis de conduire, et, le 16 décembre, à 8 mois pour désertion par le tribunal des forces armées de Marseille.

Habituellement, on ne se suicide pas plus dans les prisons qu'ailleurs. De 18 à 20 détenus en moyenne se donnent la mort chaque année. Or cette année pendant les seuls mois d'été, douze prisonniers se sont suicidés et il est certain que le taux habituel sera dépassé.

Cette vague de suicides est très significative de ce qui se passe actuellement dans les prisons, et qui est grave. Les révoltes du début de l'année avaient surtout pour objectif d'attirer l'attention sur ce qui se passe dans les prisons et sur les conditions de vie des détenus. Elles avaient abouti à une promesse de réforme.

Pleven n'a pas tenu ses promesses. La réforme annoncée est parue au « Journal Officiel » du 20 septembre. Elle ne correspond en rien à ce qu'attendaient les détenus. Ils ont le sentiment de s'être fait avoir et savent maintenant qu'ils n'obtiendront rien de plus. Un désespoir total s'est installé dans les prisons. Il se traduit par la recrudescence des suicides et par des débuts de mutinerie, dont on a peu parlé. Mais ce désespoir pourrait bien, prochainement, prendre des formes autrement violentes, auprès desquelles ce qui s'est passé à Toul et à Nancy apparaîtrait comme des manifestations pacifiques. ■



ST-LAURENT-DU-PONT

Les 146 morts du "5-7" victimes du milieu?



A.F.P.

C'est une affaire grave. Tellement grave que l'on hésite à en parler. Parce que cela paraît incroyable, parce que c'est trop horrible, parce que le fait qu'elle n'ait pas été dévoilée jusqu'à maintenant contient en lui-même une terrible accusation, met en cause trop de personnes, à un trop haut niveau, implique trop de compromissions, trop de mensonges, trop de lâchetés.

Pourtant, depuis la tragédie du « 5-7 », le dancing de Saint-Laurent-du-Pont, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1970, des rumeurs circulent dans la région grenobloise. On parle dans les bars, dans les boîtes, au petit matin, quand le whisky de la nuit embrume les esprits et délie les langues. Et ce que l'on raconte, ce que l'on suggère va beaucoup plus loin que tout ce qui s'est dit en huit jours dans le prétoire du Palais de Justice de Lyon... Au point qu'il est permis aujourd'hui, alors que le silence est retombé dans la grande salle de la Cours d'Assise du Rhône, d'oser une terrible question : ce procès a-t-il été fabriqué de toute pièce ? A-t-on voulu sciemment cacher les vraies raisons de la mort de 146 jeunes gens ? Qui ? Pourquoi ?

« C'est une histoire de racket. A Grenoble, tout le « milieu » est au courant. Reverdy et ses associés ont voulu faire les marioles. Ils n'ont pas voulu céder au chantage. Ils auraient pourtant dû se méfier : avant le 5-7, ils possédaient une petite boîte dans la région le « Strike Club ». Elle a brûlé aussi, on n'a jamais très bien su pourquoi... »

« Ils étaient prévenus. Ceux qui ont fait le coup les avaient avertis. D'ailleurs, c'est pas la première boîte qui brûle dans le coin. Depuis qu'ils ont débarqué à Grenoble, les Corses ont la haute main sur toutes les activités nocturnes de la région. Les bars, les boîtes, les « boxons », tout. Ils placent leurs filles, imposent leur contrôle : tout le monde plie devant eux, même les Siciliens. Ceux qui n'ont pas plié sont au cimetière. »

« Reverdy et les deux autres étaient décidés à se battre. Ils avaient même pris des précautions. Ils s'étaient procuré des armes, avaient aménagé un petit appartement au-dessus du 5-7, où ils devaient dormir à tour de rôle, avec un chien-loup... Mais ils ne s'attendaient bien sûr pas à flamber comme ça, un samedi soir, alors que le dancing était bourré de clients. D'habitude, « ils » attendent la fermeture. On ne sait pas ce qui leur a pris. Peut-être qu'ils étaient saouls ce soir-là... »

Les rumeurs et le député

Voilà ce qu'on raconte dans le « milieu » de Grenoble. Ça, et bien d'autres choses encore.

Que le « commando » qui a fait le coup était parti dans la nuit de Lyon. Que des trois hommes qui le composaient, deux seulement sont revenus : le troisième est resté sous les décombres, le feu a pris trop vite, il n'a pas eu le temps de se sauver par où il était venu, par les toits. Que le chef de la bande est recherché par la police pour d'autres affaires, ce qui ne l'empêche pas de s'afficher en toute tranquillité dans les bars de Grenoble. On dit même qu'il a rencontré un journaliste, l'an dernier. Ils ont déjeuné ensemble : la modestie n'est pas la qualité dominante de ces petits truands. Qu'un « baveux » s'intéresse à leurs exploits, ça les flatte. A condition toutefois qu'il ne soit pas trop curieux... Quelques jours plus tard, le journaliste en question s'est sorti par miracle d'un accident de voiture dont il n'a toujours pas réussi à comprendre comment il s'est produit.

L'affaire du 5-7 est d'ailleurs tellement énorme, elle dépasse tellement en gravité les multiples histoires de règlements de comptes classiques, qu'il vaut beaucoup mieux ne pas en parler du tout : On ne s'explique pas encore très bien la mort brutale l'an dernier du fils d'un avocat connu à Grenoble qui passait pour trop traîner la nuit et pour trop parler à l'aube. Ni cette balle qu'une jeune prostituée a reçue dans la jambe, au mois de juin à titre, semble-t-il, d'avertissement. Elle en sait très long, paraît-il, sur cette histoire de dancing.

Il circule aussi d'étranges lettres de menaces, anonymes, bien sûr. Mais dont le destinataire est sensé savoir « qui nous sommes, et que nous ne plaisantons pas ».

Certains patrons de bar, enfin, auraient été mis « à l'amende » pour s'être laissés aller à une

confiance, un soir, entre deux parties de poker. Ragots que tout cela ? Invention pure et simple de demi-sels désireux de se « faire mousser » ? Racontars d'esprits fragiles troublés par les romans de la Série Noire ? Peut-être bien. Nous nous contentons, nous, d'indiquer que ces rumeurs existent, ce qui ne prouve rien.

Mais ce n'est pas tout. On dit aussi, à Grenoble, que ces rumeurs sont rassemblées dans un vrai dossier, que ce dossier secret a été communiqué à des personnages haut placés, qu'il a provoqué l'intervention d'un député auprès du ministre de l'Intérieur. Et ce député, M. Aimé Paquet, Républicain Indépendant, vient de le confirmer dans une interview à René Backmann publiée dans le « Nouvel Observateur » cette semaine.

« J'ai, en effet, été contacté il y a quelque temps par une personne qui disposait d'informations sur l'incendie du 5-7, dit M. Paquet. Ces informations étaient très précises, mentionnaient des noms, connus à Grenoble, et très troublantes. Si troublantes que j'ai entrepris deux démarches. D'une part, j'ai envoyé une longue note au ministre de l'Intérieur. D'autre part, j'ai pris contact avec le juge d'instruction chargé de l'affaire. »

Et puisque ce fait est acquis, reconnu par l'intéressé, on peut maintenant aller plus loin, et préciser :

1. — C'est en février que se situent ces deux démarches de M. Paquet. La personne qui l'informait, et qui est très au fait de tout ce qui se déroule dans le « milieu », avait d'abord contacté un haut fonctionnaire de la préfecture. Celui-ci loin de douter de la qualité de ses informations lui aurait même avoué qu'il était en grande partie au courant par les rapports des R.G. de Grenoble.



HERBELIN, un des trois patrons du 5/7, mort dans l'incendie : ils étaient prévenus.

« Accidents »

Impressionnante la liste des cafés, dancings, boîtes de nuit, restaurants qui ont brûlé dans des conditions suspectes dans le sud-est de la France, ces dernières années... A qui fera-t-on croire qu'il y a là que coïncidences et accidents malheureux ?

- 28 juin 70 : « La Sierra », à Saint-Martin-d'Uriage dans l'Isère.
- 12 juillet 70 : le « King's Club », à Grenoble.
- 28 octobre 70 : le « Baby Scotch », à Lyon.
- 1^{er} novembre 70 : Le « 5/7 », 146 morts.
- 28 novembre 70 : un dancing à Issue-La-Tour Puy-de-Dôme.
- 20 février 71 : le restaurant « Le Trotteur », Saint-Laurent-du-Var.
- 10 avril 71 : le « Tip-Top », à Cannes.
- 24 juin 71 : un hôtel 3 étoiles à Briançon.
- 12 août 71 : le restaurant « Lou Pas de l'AI » à Pegomas.
- 30 septembre 71 : un bar-restaurant à Saorge.
- 16 novembre 71 : le « Bora-Bora », à Nice.
- 29 novembre 71 : « La Mère Léa », à Lyon.
- 12 janvier 72 : un bar de l'avenue Pessicart à Nice.
- 31 mars 72 : « Le bateau ivre », à Beaulieu-sur-Mer.
- 5 mai 72 : l'hôtel Sibill's à Nice, 9 blessés.
- 15 mai 72 : « La Corvette », à Nice.
- 1^{er} juillet 72 : « Le Whisky à gogo », à Nice.
- 8 juillet 72 : « Le Singe nu », à Villeneuve-Loubet.

DONT: UN RACKET?



2. — Ce rapport, envoyé à M. Marcellin, avait d'abord été signé de la main de M. Paquet. La secrétaire du député de Grenoble lui aurait alors fait remarquer que cette signature pouvait présenter quelques dangers. Et le bas du document, avec la griffe de M. Paquet, aurait alors été découpé aux ciseaux.

3. — Dans ce rapport, M. Paquet précisait qu'il avait toute confiance en la personne dont il tirait ses informations, et demandait au ministre de l'Intérieur d'envoyer des enquêteurs parisiens pour mener une enquête parallèle à celle des policiers grenoblois. (La P.J. de Grenoble est une antenne de la P.J. lyonnaise dont on sait, depuis l'affaire des bordels, ce qu'il faut penser de ses relations avec le milieu.)

Des policiers très alléchés

Reprenons les déclarations d'Aimé Paquet au « Nouvel Observateur » :

« Le ministre de l'Intérieur a envoyé à Grenoble une équipe de spécialistes. Des gens très forts, croyez-moi. Ils sont restés une dizaine de jours ici. Ils ont été impressionnés par les informations dont je disposais. Certains noms que je leur ai communiqués figuraient sur les fiches qu'ils avaient apportées avec eux. C'était ceux d'individus recherchés depuis longtemps. Ils ont eu l'air très alléchés par ces révélations. Mais ils sont rentrés à Paris sans avoir trouvé le moindre fait permettant de confirmer l'hypothèse de l'attentat. Au contraire. »

ents »

On notera, sur cette liste, le déplacement géographique. Il semble que ce soit la région de Nice — après Lyon et Grenoble — qui ait le plus souffert cette année. C'est d'ailleurs « Nice-Matin », qui nous avons emprunté une partie de cette liste, qui écrivait, le 14 juillet dernier :

Arrêtons là cette triste nomenclature en précisant que nous n'avons retenu que les sinistres frappant les établissements fréquentés par le public et dont la cause pourrait être d'origine criminelle. »

Leurs auteurs éventuels n'ayant jamais été arrêtés, toutes les hypothèses demeurent, bien entendu, permises. Pourtant, l'une d'elles retient de plus en plus l'attention : celle d'un vaste « racket » mené par des gangsters qui veulent prélever leur part de bénéfice dans les recettes de leurs victimes. »

Ces procédés, dignes de la Maffia, se développent d'autant plus facilement que ceux qui sont l'objet de ces amendes occultes ne livrent guère volontiers leurs confidences aux enquêteurs. »

Quoi qu'il en soit, cette vague de banditisme qui sévit actuellement dans notre région, et qui mêle étroitement les hold-up, les attentats et les règlements de comptes ne laisse pas d'être inquiétante. Si elle devait se poursuivre, il est à craindre que, bientôt, d'innocentes victimes en fassent accidentellement les frais. »

Out l'objet de la question que nous posons aujourd'hui est justement de savoir si ces inquiétudes exprimées l'été dernier par « Nice-Matin », n'étaient pas déjà largement dépassées. Et si, « accidentellement », 146 innocentes victimes n'ont pas déjà fait les frais de cette gigantesque entreprise de racket. BL

Là encore, nous sommes en mesure de préciser.

Et de poser un certain nombre de questions.

1. — Les « spécialistes » en question étaient trois, dirigés par M. Cohet, du Service central de documentation et de recherche criminelle, dépendant directement du ministère de l'Intérieur. Ils étaient à Grenoble fin février, début mars. Ils ont été en effet « très alléchés » par les révélations qui leur étaient faites : non seulement l'affaire en elle-même était énorme, mais elle leur



PERRIN, le maire de Saint-Laurent : une contre-enquête discrète.

a semblé — et ils l'ont dit à M. Paquet — en liaison étroite avec une autre affaire de chantage et d'extorsion de fonds dont on parlait à l'époque : celle de l'ETEC — dont le principal responsable, Charles Lascorz (M. Charly) a été discrètement jugé en juillet dernier. Charles Lascorz est un personnage qui se vante de hautes protections, ancien membre du Service d'action civique. Il a été condamné à 3 ans de prison ferme.

2. — Leur enquête — comme le dit M. Paquet — a duré une dizaine de jours. Mais — comme il ne le précise pas — elle n'a pas eu toute la discrétion souhaitée... Installer son QG au Commissariat central de Grenoble n'était peut-être pas la meilleure façon de travailler à l'abri d'une éventuelle pollution de la P.J. locale... N'était-ce pourtant pas cela que souhaitait le député en réclamant l'envoi d'enquêteurs parisiens ?

L'enquête des « cracks », des « super-flics » du ministère de l'Intérieur ne donne donc aucun résultat. De la même façon, M. Viostat, le juge d'instruction réussit à convaincre M. Paquet que « la thèse de l'attentat ne tient pas ». La preuve ? Les rapports d'expertises. Question en passant : est-il vrai que la responsabilité de l'expertise a été confiée à un policier des Renseignements généraux ?

Enquête de Bernard Langlois

Voilà donc M. Paquet convaincu au printemps qu'il se trompait en hiver. L'affaire est terminée : il reste à juger les cinq hommes inculpés. On sait ce qu'il advint par la suite : le procès, la thèse de l'attentat écartée d'emblée, la dénonciation des négligences de tous ordres, les règles de sécurité qui n'ont pas été respectées, le plastique trop dangereux, le système de chauffage défectueux, etc. Toutes choses fort graves, bien sûr, qui expliquent pourquoi l'incendie s'est propagé aussi rapidement et a fait tant de victimes. Mais qui ne nous dit pas pourquoi il s'est déclaré. Or nombreux sont ceux qui continuent de croire à l'hypothèse de l'attentat. Et pas seulement dans le « milieu » de Grenoble.

Que veut dire au juste, par exemple, M. Jargot, le maire de Crolles, lorsqu'il déclare, au cours de la réunion des 600 maires de l'Isère, en soutien au maire de Saint-Laurent-du-Pont inculpé :

« Ce procès ressemble à une machination (...) Nous sommes convaincus que le juge d'instruction de Lyon a été télécommandé pour étouffer les responsabilités, voire les complaisances de la Préfecture, et y compris l'hypothèse de l'attentat » ?

Pourquoi M. Perrin lui-même semble-t-il se méfier des conclusions de l'enquête officielle, puisqu'il éprouve le besoin de faire effectuer une contre-enquête « par d'autres moyens sur lesquels — dit-il — je préfère rester discret ».

Est-il vrai que plusieurs fonctionnaires (policiers ou employés de la préfecture) ont — depuis l'affaire — été mutés contre leur gré ?

Enfin — en tout état de cause, et c'est l'objet des deux questions orales que vient d'adresser Michel Rocard, l'un à M. Marcellin, l'autre à M. Pleven — pourquoi n'a-t-on jamais entendu parler de cette démarche du député de l'Isère et surtout POURQUOI N'EN TROUVE-T-ON AUCUNE TRACE DANS LE DOSSIER OFFICIEL DE L'AFFAIRE, au point que ce sont les journalistes qui ont informé sur ce point les avocats de la partie civile ?

Ouvrir des pistes

A ce « pourquoi » nous ne pouvons opposer aucun « parce que ». Mais il est possible de lancer quelques suggestions, d'ouvrir quelques pistes...

On pourrait revenir, par exemple, sur le pittoresque personnage qu'était M. Mattei. Matthieu Mattei, abattu en juillet 69, de plusieurs balles dans le dos, était un proxénète connu, et l'un des caïds du « milieu » grenoblois. C'était même « le » caïd, l'interlocuteur valable lorsqu'il était nécessaire de traiter avec le clan des Corses.

Haut en couleurs, volontiers bavard, il avait complaisamment avoué du goût pour la politique. Membre du SAC, il avait été le chauffeur de Georges Pompidou lorsque celui-ci, alors Premier ministre, était venu à Grenoble en 67 à l'occasion des législatives. Il était aussi le proche parent d'un haut personnage du régime. Et racontait, avec force détails assez écœurants, comment il « tenait » quelques personnalités grenobloises aux mœurs fragiles...

On pourrait aussi parler de Louis Andreucci et de Gavin Coppolani, dont les photos se sont étalées, pour d'autres affaires, dans les pages du « Dauphiné Libéré ». Deux gloires locales au palmarès impressionnant qui jouent depuis trop longtemps à cache-cache avec la police et la justice pour qu'on ne soit pas amené à penser que les dés sont pipés. L'un des deux, au moins, se promenait très officiellement il n'y a pas si longtemps avec une carte barrée de tricolore qui facilite bien le passage des barrages de police

St-Laurent-du-Pont



On pourrait aussi se demander s'il est vrai qu'un policier grenoblois chargé du contrôle des débits de boissons est l'amant de cœur de la tenancière d'un établissement plus que suspect, où l'on se préoccupe assez peu de l'âge des filles proposées à la consommation des clients.

Quasiment l'âge d'or

On pourrait encore demander des précisions sur la personnalité de cet ancien policier au brillant passé de résistant, mais au présent plus douteux, qui figurait sur la liste UDR aux dernières élections municipales. On raconte même que certaines réunions électorales, tenues dans de tout autres endroits que des préaux d'école, laissaient entrevoir une brillante période pour les « affaires » — quasiment l'âge d'or — pour le jour où la mairie serait arrachée à la gauche.

On pourrait... Mais les gens sont si méchants, et l'on raconte tellement de choses.

Voilà ce qu'on peut apprendre — à mi-mots, ou à mots entiers — lorsqu'on va se promener un peu dans Grenoble. Au fond, rien qui étonne vraiment, alors qu'on sort à peine du merdier lyonnais.

LES QUESTIONS

A Marcellin

M. Michel Rocard, député, demande à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, s'il est exact qu'un député républicain indépendant de Grenoble a fait état, auprès du magistrat chargé d'instruire l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont, d'un certain nombre d'indices troublants parvenus en sa possession, concernant cette affaire, et pouvant accréditer la thèse d'un acte criminel. Dans l'affirmative, M. le Garde des Sceaux ne pense-t-il pas que l'absence constatée de cet élément dans le dossier de l'Instruction est un fait nouveau susceptible d'entraîner l'ouverture d'un supplément d'enquête ?

A Pleven

M. Michel Rocard, député, demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il a bien reçu, il y a déjà plusieurs mois, une lettre d'un député républicain indépendant de Grenoble, dans laquelle celui-ci lui faisait part de ses inquiétudes quant à l'origine de l'incendie du dancing de Saint-Laurent-du-Pont, et lui demandait que soit effectuée, parallèlement à l'enquête en cours, une enquête des services de police parisiens. Dans l'affirmative, cette enquête a-t-elle bien eu lieu ? Dans quelles conditions ? Quels en ont été les résultats ? Les résultats de cette enquête au juge d'Instruction ont-ils été communiqués au juge de cette affaire et joints au dossier de celui-ci ?

Seulement voilà, si l'affaire de Lyon est grave, elle ne concerne au fond que la pègre, et ceux qui la côtoient.

A Grenoble, si la thèse de l'attentat était vérifiée, le « milieu » porterait la responsabilité directe de la mort de 146 innocents... la « bavure » est de taille. On comprend qu'il est beaucoup plus simple d'écarter très vite une telle hypothèse.

Mais trop de gens maintenant sont au courant du « dossier secret du 5-7 » pour qu'il soit encore possible de se taire. Trop de journalistes notamment, qui ont jusqu'à maintenant gardé un bœuf sur la langue, mais qui sont bien décidés à enfin cracher le morceau.

Ce que nous demandons à ceux qui ont la responsabilité de la justice, c'est la réouverture du dossier, c'est la reprise sérieuse de l'enquête, c'est l'examen systématique d'un certain nombre de faits, d'indices, de témoignages qu'on a un peu trop rapidement taxés d'invéraisemblances.

C'est aussi d'assurer la protection — une protection efficace — de ceux qui sont à la source de ces révélations. Il ne faudrait pas que la rubrique des faits divers enfle brusquement dans les journaux de Grenoble ou d'ailleurs : nous serions trop nombreux à pouvoir expliquer d'innétables accidents...

Quant à ceux, enfin, qui vont lever les yeux au ciel et se porter la main sur le cœur, ceux qui ne vont pas tarder à nous accuser « d'exploiter la mort d'innocentes victimes pour une basse manœuvre politique », nous aurons aussi des arguments à leur opposer. Et d'abord en citant les termes mêmes de la lettre de M. Paquet à Marcellin. Ou en demandant à M. Poniatowski de préciser un peu sa pensée lorsqu'il met en cause « les milieux corses »...

Bernard LANGLOIS ■

● MICHELIN : la normalisation

C'est sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications que les 113 ouvriers de l'atelier OPK, aux usines Michelin de Clermont-Ferrand, ont décidé de reprendre le travail, samedi dernier. Nos camarades de Clermont nous racontent dans quelles conditions s'est prise cette décision. Ils reviendront la semaine prochaine sur les leçons à tirer de ce mouvement avorté.

La grève des 113 ouvriers d'OPK ouvrait une brèche chez Michelin et dans la région clermontoise. Dans les usines Michelin de Clermont-Ferrand, les 11, 12, 13 octobre, des milliers de travailleurs de la région avaient affirmé leur soutien à leurs camarades en lutte d'OPK. Le conflit avait pris une dimension nationale et même internationale (cf. « T.S. » n° 548-549).

Mais quelques mois avant des élections sur lesquelles le PC (et le PS) ont engagé le pari que l'on sait, est-il possible de prolonger trop longtemps une lutte dure qui pourrait effrayer les classes moyennes, mais aussi montrer la possibilité d'une autre voie que la voie électorale ?

De toute évidence, pour beaucoup de leaders syndicaux, surtout cégétistes, il devenait urgent de canaliser le conflit d'OPK en le branchant sur le cours normal des revendications générales. Pour obtenir ce résultat, rien n'a été négligé.

Alors que le vendredi 13, les travailleurs de chez Michelin s'étaient mobilisés par milliers pour appuyer leurs camarades d'OPK, dont les revendications portaient sur une augmentation uniforme des salaires et une suppression des chronomètres, lundi, la CGT réussissait à entraîner la CFDT dans une mécanique qui permettait de donner aux événements un autre cours.

Ce lundi, en effet, les travailleurs étaient conviés à un débrayage de deux heures afin de participer à un meeting. A ce meeting, de quoi a-t-on parlé ? D'OPK, très peu. Mais il était souligné l'importance de la période actuelle sur le thème : la vie est chère, les patrons bafouent les travailleurs, nous ne sommes pas à armes égales dans le combat avec les patrons, MAIS un événement vient de tout bouleverser : l'Union de la gauche est enfin réalisée, c'est notre chance.

L'orateur de la CFDT essaya vainement de recentrer sur OPK. Le climat n'y était plus. Rendez-vous était pris pour un autre meeting, le jeudi, avec les travailleurs d'autres entreprises clermontoises. Le jeudi, devant 4000 personnes environ, même discours. Les travailleurs de Michelin étaient enfin démobilisés. Tout le monde était convié à un grand défilé jusqu'à la Préfecture.

Chemin faisant, le cortège s'amenuisait. Arrivé à la Préfecture, on poussait quelques : « Union populaire ». Mais ce sont seulement 500 personnes qui remettaient une motion au lampiste de service.

Dans l'atelier même, les travailleurs se savaient plus trop où ils allaient. La CGT, de jour en jour, travaillait à la reprise : « Nous avons démasqué le patron. Il a subi un échec. Pour continuer la lutte, il faut reprendre le travail. Michelin ne lâchera rien maintenant, etc. »

C'est ainsi que samedi fut décidée la reprise, alors que le conflit trouvait un écho grandissant, et que les difficultés se multipliaient pour la direction.

Alors également que des grèves naissaient dans deux entreprises locales de caoutchouc : Bergougnan (filiale de Kléber-Colombes) et SEIA (filiale de Dunlop).

Ainsi est mort le premier conflit qui se soit déclenché chez Michelin depuis 1952.

Correspondance ■

● SNCF : un test

La grève qui s'engage à la SNCF est intéressante à plus d'un titre. Ce sera, d'abord, le point chaud de la semaine d'action CGT-CFDT. Une grève dans le secteur des transports a toujours des répercussions sur l'ensemble des travailleurs.

Ensuite la SNCF devait être un des grands tests de la politique contractuelle du gouvernement et, sur ce plan, c'est l'échec.

Enfin l'action des cheminots du Sud-Est a été l'une des premières grandes actions de la rentrée sociale, et sa suite est importante.

La CGT n'a pas intérêt en effet à voir se développer une action de trop grande envergure dans ce secteur : les risques de contagion à d'autres secteurs sont réels et la CGT veut les limiter au maximum. A six mois des législatives, il s'agit maintenant de canaliser la volonté d'agir des travailleurs vers le programme commun, panacée pour tous les maux des exploités. La CGT ne peut accepter de se faire déborder et de perdre le contrôle d'une grève.

Sa fédération des cheminots est toutefois contrainte d'annoncer qu'il s'agit d'une action d'avertissement et qu'elle aura une suite éventuelle si la direction ne lâche pas d'autres propositions : c'est que la pression est forte à la base et les partenaires de la CFDT, de FO et des Autonomes risquent de durcir le mouvement.

Le problème est donc de savoir si — sans s'arrêter aux préoccupations électorales de la CGT — les travailleurs imposeront cette volonté d'agir. Ce qui implique qu'ils aient les moyens de l'exprimer. C'est la raison pour laquelle ils doivent déterminer eux-mêmes les modalités de l'action — là, comme ailleurs, la démocratie ouvrière doit être la règle. C'est le moyen le plus sûr pour faire échec au pouvoir malgré la politique des réformistes. ■

● FAS : 5^e semaine

A Paris, les travailleurs du FAS (Fonds d'Action Sociale) en grève depuis le 19 septembre ont entamé leur cinquième semaine de lutte.

Leurs revendications portent principalement sur une prime annuelle égale pour tous et un avancement automatique de 25 points. Elles remettent en cause le principe de la hiérarchisation, c'est-à-dire l'arbitraire. La direction refuse pour le moment toute négociation et, plus grave, demande des sanctions pour le non-respect du préavis de grève (rendu caduque en Mai 1968). La riposte est vigoureuse et les grévistes tiennent bon. Ils ont élu un comité de grève qui assure sous leur contrôle la direction de leur lutte. Un comité de soutien a été formé à l'initiative de la CFDT avec les sections syndicales des organismes officiels s'occupant de l'immigration. Il doit maintenant s'étendre aux organisations politiques.

Le syndicat du FAS a écrit à E. Faure en relevant les contradictions existant entre les déclarations du gouvernement sur la concertation et les pratiques des mêmes vis-à-vis du personnel de l'Etat.

Ce qui gêne sans doute le plus l'administration c'est qu'au-delà de leurs revendications immédiates les travailleurs du FAS ont osé remettre aussi en cause le rôle que joue cet établissement public dans l'exploitation des travailleurs immigrés. Ainsi quarante personnes ont théoriquement la « responsabilité » de loger trois millions de travailleurs immigrés. Effectifs dérisoires, moyens financiers dérisoires : les ressources sont fournies par la caisse des allocations familiales, c'est-à-dire prélevées sur les retenues opérées à partir de la paie des travailleurs immigrés. Comité de soutien : UL CFDT 18^e, C.C.P. La Source 31 441 57 - grève FAS ■

TRAMONI LIBÉRÉ la revanche des patrons

Le 25 février dernier, notre camarade Pierre Overney, militant de La Cause du peuple était assassiné devant les portes de la Régie Renault à Billancourt. Ancien ouvrier de la Régie, il était abattu de sang-froid d'une balle en plein cœur par un membre de la milice patronale, Tramoni.

Dans les jours et les semaines qui suivent, les militants révolutionnaires entreprirent un gros travail d'explication auprès du peuple dans les usines, les bureaux, dans la rue et les quartiers. Deux cent mille travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, lycéens, manifestèrent leur indignation en conduisant Pierre Overney au cimetière du Père Lachaise aux cris de « A bas les milices patronales ».

Cela effraya la bourgeoisie et inquiéta les partis et mouvements qui se réclament de la gauche traditionnelle. Pompidou « sauva » les uns et les autres en opérant une diversion avec le référendum sur l'Europe du capital.

Aujourd'hui, la bourgeoisie prend sa revanche en libérant l'assassin Tramoni. C'est une décision politique qui insulte le combat de classe des travailleurs, tout particulièrement celui des ouvriers que Pierre Overney connaissait bien. Une riposte de masse s'impose, contre les milices patronales, pour la liberté d'expression syndicale et politique dans les usines et les bureaux. ■

DÉBATS C.N.O.

L'O.S. ce mutilé

C'est le moins qu'on puisse dire : les OS ont la vie dure. Physiquement bien sûr, mais aussi dans ses nombreux autres aspects qu'un camarade de Peugeot-Sochaux analyse de l'intérieur en y ajoutant ses réflexions personnelles.

Le phénomène le plus frappant, en 1972, face au développement considérable des connaissances et des techniques c'est le fait que la masse des ouvriers, 22.000 OS2 sur 35.000 personnes, soit toujours réduite au rôle de simple exécutant.

L'OS d'une façon générale est « mutilé », on lui demande un travail de robot, nécessitant très souvent un temps très court d'adaptation. Il est fait appel à sa force physique, à son agilité, à sa dextérité, à son endurance et aussi... à sa passivité pour qu'il accepte sans trop de murmures sa situation.

En fait on peut schématiser et dire que son intelligence est mise de côté, on a besoin de son « physique ».

Le patronat sait que pour sortir la production il faut que les OS soient dociles, qu'ils acceptent les cadences en un mot « qu'ils jouent le jeu ».

Il y a des moments où l'action se développe, s'organise sur des revendications précises mais il y a des moments aussi où le conditionnement est tel que rien ne bouge.

Toute la politique patronale consiste à mettre en œuvre tous les moyens possibles pour maintenir le calme.

Quels sont ces moyens à l'échelle d'une grande usine ? On peut les situer facilement : ils s'ajoutent aux armes que possèdent d'une manière générale les capitalistes avec la grande presse, la télévision, la radio...

Répression sournoise

A Sochaux, la direction sort tous les mois un journal mensuel d'information, distribué à tout le personnel, il faut dire que le syndicat CGT par exemple donne 1 tract pour 3 personnes par distribution (12.000 tracts).

Peugeot diversifie sa propagande : un périodique pour les cadres, un périodique pour les mensuels... gratuits bien sûr, en plus du journal ; à tout cela s'ajoute un autre périodique papier glacé pour tous (mensuel).

Une prime d'assiduité de 26 F par quinzaine vient rappeler à l'OS qu'il est facile de la perdre en faisant grève.

L'utilisation de la main-d'œuvre immigrée comme élément d'appoint joue un rôle important à l'heure actuelle car les postes clés, difficiles sont très

souvent confiés aux camarades immigrés. Sur des chaînes de montage la direction alterne les travailleurs et « mélange » les races.

Les travailleurs immigrés n'ont pas les mêmes problèmes que les travailleurs français : ils sont d'ici et d'ailleurs ; ils ont leurs problèmes quotidiens, auxquels s'ajoutent ceux de la famille restée au pays. Cette situation est peut-être difficile à saisir, mais c'est une réalité, si l'on y ajoute la question des contrats temporaires et les difficultés de la langue surtout lorsqu'il s'agit de Yougoslaves.

A Sochaux, Peugeot a une politique d'emplois à contrats temporaires que les syndicats ont déjà dénoncée et qui est qualifiée de contraire aux lois. La répression est parfois violente, mais c'est rare, la répression la plus courante est sournoise, diluée dans la masse. On déplace tel ouvrier, on punit d'avertissement tel autre pas assez docile, on fait mi-

roiter une place de régleur, on institue des échelons : l'ouvrier « sélectionné »... l'ouvrier « pré-sélectionné », etc.

Pour que l'exploitation se poursuive il faut diviser, il faut semer la crainte. Depuis 1964, CFT est en place, ses slogans : la grève, c'est la crève ; la participation est érigée en mythe qui règle tout... en fait il y a un ensemble d'éléments apparemment dispersés mais tous ont un fil conducteur commun : entamer si possible la combativité des OS car là est la grande crainte du patronat.

Non pas qu'il néglige les autres catégories sociales, mais là les problèmes sont différents.

A ce propos il convient de noter que tout n'est pas facile dans les rapports entre catégories sociales différentes. Au-delà de la notion de « classe ouvrière unique », de « prolétariat exploité », il y a les réactions humaines qui sont significatives :

Lorsque des OS sont en grève et que l'action se poursuit 15 jours et plus il n'est pas rare d'entendre les mensuels dire : oui, les OS ont raison !... mais il faut que cela cesse...

Cela signifie qu'au-delà d'une sympathie réelle il peut y avoir aussi le souci des difficultés dues au manque de production si l'action est longue.

C'est peut-être au niveau de ce genre de réaction que l'on découvre le plus, combien l'OS est isolé dans son travail dans son exploitation.

Fatalisme

Il est également significatif de constater combien cet isolement est réel, aucune initiative n'est demandée à l'OS, dans son travail, tout lui est calculé. Le chronométrage décompose tout, et est chargé de tout expliquer, de tout solutionner... pour cela il faut que l'OS abandonne toute envie de réfléchir, ce qu'il doit réaliser : c'est compter les pièces qu'il doit faire et souvent il les fait le plus vite possible pour être débarrassé.

Dans une grosse entreprise, l'organisation du travail est un rouage extrêmement compliqué, des ingénieurs s'emploient à ordonner les chaînes d'approvisionnement pour qu'au montage final tout se déroule sans à-coup.

Mais en même temps, ces ingénieurs se posent-ils la question du pourquoi ? De cette situation où l'OS est un robot ? Il est permis d'en douter et c'est grave. On peut à partir de cette constatation soutenir l'idée qu'il y a deux réalités : la masse des OS sans perspective d'en sortir ; la masse des professionnels, techniciens, employés, cadres, dessinateurs, agents de maîtrise... qui ont l'espoir de gravir les échelons de la hiérarchie même limitée et qui n'ont pas un travail de robot à faire.

Une sorte de fatalisme s'installe même chez les jeunes, il se transforme au fil des années chez certains en une volonté de tout faire pour que les enfants ne soient pas OS demain.

Il y a en fait un manque presque total de perspectives capables de sensibiliser les travailleurs.

Une légende

Les actions entreprises le sont souvent quand le but recherché paraît accessible, sans trop de casse.

Il faut là détruire une sorte de légende que certains veulent accréder par exemple : les travailleurs sont toujours prêts à se battre... ce sont les syndicats qui freinent, qui ne savent pas... etc.

Le monde de 1972 avec ce qu'il offre comme possibilités d'achat à crédit, d'objets nouveaux, on pourrait dire, de gadgets, crée une situation toute différente d'il y a 20 ans. Les traites à payer pour toutes sortes de biens, sont des réalités qui s'inscrivent dans l'exploitation générale des travailleurs.

Reu y échappent, il suffit de discuter avec des travailleurs, avec des OS pour se rendre compte de ce que cela représente :

L'entretien d'une voiture, les frais annexes tout cela coûte cher, pour les payer il faut faire attention.

L'OS logé dans un bloc bruyant lui veut sortir sa famille cherche la maison à retaper, cela veut dire : crédit. Les enfants qui grandissent, les frais d'études, d'habillement, coûtent horriblement cher, la femme va travailler, les soucis d'argent sont pressants. Il y a là une situation d'exploitation due à tout un tas de facteurs mais qui font partie intégrante de la vie de l'OS.

Au terme de ces constatations peu encourageantes, il convient d'essayer de dégager des points-clés pour une action avec les OS car il est certain que pas plus le programme commun que le système actuel ne pose le véritable débat pour sortir l'OS de sa situation de robot de la nation.

Vouloir changer quelque chose dans la situation de l'OS c'est admettre qu'il faut une remise en cause totale du système capitaliste.

Cela revient en fait à admettre que tout ouvrier doit travailler aussi avec sa matière grise, donc il faut une autre organisation du travail, il faut d'autres perspectives.

L'OS doit acquérir une formation générale de base, cela amène inévitablement à poser les problèmes du savoir ; qui doit travailler en usine ? A la chaîne ? Pourquoi ? Comment organiser le travail en série, doit-il subsister en tant que tel ? S'il est assez illusoire d'imaginer une transformation profon-



Colombert

de des conditions de travail dans une usine d'automobile, on ne peut revenir à l'artisanat, il est certain que les conditions de travail doivent évoluer profondément en reconnaissant à l'ouvrier le droit d'exprimer son point de vue sur les normes de travail et d'être partie prenante à parts égales dans la détermination des conditions de travail.

Coupure

En fait c'est le socialisme qui est à l'ordre du jour avec une politique d'autogestion réelle.

En fait c'est l'ensemble de la hiérarchie sociale qui est remis en cause si l'on veut que les OS ne se sentent plus écrasés.

Cela suppose que l'enseignement soit dispensé à tous sans qu'interviennent les possibilités des parents, cela suppose que le logement soit réalisé pour des hommes et non, comme on le constate trop souvent actuellement, dans de très mauvaises conditions dans des blocs non insonorisés, bruyants parce qu'on y entasse des familles avec des enfants et que les terrains de jeux et équipements culturels font souvent défaut.

Poser ces quelques problèmes de fond c'est vouloir lutter pour que le terme d'OS disparaisse, au lieu des ouvriers spécialisés il faut des ouvriers qualifiés à tous points de vue.

N'est-il pas étonnant que des ouvriers travaillant à l'usine comme des robots soient capables d'être de vrais professionnels lorsqu'il s'agit de refaire un logement, de réparer un moteur, etc.

La mécanisation poussée aura toujours besoin de métiers manuels ; il y a nécessité de revaloriser ces métiers pour que la coupure qui existe en fait à l'heure actuelle disparaisse. En effet dans l'opinion publique le terme ouvrier recouvre la notion de travail manuel et le terme de mensuel celle de travail intellectuel. Le capitalisme a utilisé à fond cette coupure, à nous de la remplacer par une autre réalité.

MINAZZI ■

VIETNAM : l'odieuse tromperie

DEPUIS le début de l'agression américaine au Vietnam, sept millions de tonnes de bombes ont été déversées sur le pays par l'aviation américaine.

Sur les sept millions de tonnes utilisées par les Américains en une dizaine d'années, plus de quatre millions l'ont été pendant les quatre dernières, celles de la présidence de Nixon, qui faisait campagne contre Johnson, en 1968 sur le thème « ceux qui n'ont pas été capables, en quatre ans, de parvenir à un accord mettant fin au conflit du Vietnam, ne peuvent pas espérer que les électeurs américains les laisseront au pouvoir pendant quatre autres années ».

Le 14 octobre 1972, c'est-à-dire le lendemain même du jour où Kissinger était rentré à Washington pour rendre compte des entretiens qu'il avait eus à Paris, Nixon faisait effectuer sur le Nord Vietnam l'un des bombardements les plus importants de l'année. 350 chasseurs bombardiers attaquent pendant près de 12 heures.

Comme d'habitude, ces bombardements ont pour but d'anéantir les populations civiles et de terroriser les survivants avec l'espoir qu'ils feront pression sur le gouvernement de Hanoï pour qu'il cède au chantage américain.

Le bombardement de la Délégation générale de France, en plein centre de Hanoï, a prouvé une fois de plus qu'il s'agit bien de raids d'extermination des civils et non d'attaques sur des objectifs militaires, comme la propagande américaine continue de le prétendre.

Les gouvernements de Pompidou n'ont jamais eu un mot pour dénoncer le génocide, ni le bombardement des populations civiles ; seules les blessures d'un diplomate français l'ont ému ; encore s'est-il contenté de déplorer la maladresse de l'aviation des Etats-Unis.

Echec total

Cette recrudescence des bombardements américains, c'est l'aveu que la politique de « vietnamisation » s'est soldée par un échec total : l'offensive de l'armée populaire, au printemps dernier, a montré que le régime de Thieu n'avait d'existence que par le soutien que lui accordent les Etats-Unis.

Actuellement des négociations sont en cours pour un règlement à la fois militaire et politique : le GRP propose que les élections au Sud Vietnam soient préparées par un gouvernement de « concorde nationale » à trois composantes : le GRP, l'Administration soutenue par Washington (à l'exception de Thieu) et les autres forces politiques qui ne se reconnaissent ni dans l'une ni dans l'autre des deux premières composantes.

C'est une proposition qui est assez généreuse et fait la partie belle à l'actuelle administration de Saïgon dont les faits ont montré qu'elle n'a aucune réalité politique, qu'elle ne représente aucune fraction de la population vietnamienne et qu'elle est seulement le porte-

parole de l'Administration Nixon.

Malgré cela, Washington continue de refuser cette solution, il persiste à vouloir négocier uniquement les conditions militaires d'un cessez-le-feu, laissant Thieu au pouvoir jusqu'à un mois des élections, pour permettre de faire à nouveau des élections truquées comme celles qui il y a un an, ont consacré le pouvoir de Thieu, dont les Américains eux-mêmes contestent aujourd'hui la légitimité.

Cela veut dire que Nixon entend continuer d'exercer le pouvoir politique à Saïgon, qu'il refuse de laisser les Vietnamiens choisir eux-mêmes leur régime politique et que les négociations en cours ne sont que des manœuvres électorales. D'ailleurs on ne peut pas prétendre négocier sérieusement lorsqu'au même moment on essaye d'anéantir son interlocuteur sous un tapis de bombes, lorsqu'on tente de désorganiser son économie (l'aviation américaine a largué sur le Nord Vietnam une grande quantité de faux billets de banque), lorsqu'on s'efforce de ravager ses récoltes (des sacs de plastique, contenant des larves d'insectes sont lâchés sur les campagnes vietnamiennes) (1).

Sans exclusive

Nos camarades vietnamiens sont obligés de négocier comme si Nixon et Kissinger parlaient sérieusement : ils ne peuvent pas se permettre de manquer une chance, si minime soit-elle de parvenir à un règlement, de faire cesser l'agression américaine, de mettre fin au martyre de leur peuple. Alors c'est à nous de dénoncer l'odieuse tromperie des prétendues négociations, de dire que Nixon ne fait qu'occuper la scène en attendant les élections qui lui donneront les mains libres ; c'est à nous d'essayer de faire pression sur l'opinion américaine pour que le Vietnam soit un enjeu important des élections présidentielles : c'est la seule chance que Nixon soit obligé de retirer toutes ses troupes et de renoncer à imposer sa politique au Vietnam. Dans cette conjoncture, les militants socialistes en France n'ont pas le droit de transposer sur le soutien qu'ils apportent aux peuples d'Indochine, les divergences qui les opposent sur le plan interne : l'enjeu est bien trop grave, leur appui doit être total, sans réserve, sans réticence, sans exclusive pour se manifester aussi massivement et aussi efficacement que possible.

Le PSU pour sa part se doit de montrer l'exemple si c'est nécessaire et de soutenir, dans les semaines à venir, toutes les initiatives, quelle qu'en soit l'origine, qui viseront à soutenir les positions du GRP dans sa lutte contre l'impérialisme américain.

B. JAUMONT ■

(1) Ces précisions ont été données par les représentants du GRP et du gouvernement de Hanoï au cours d'une réunion d'information tenue à Paris le 13 octobre 1972.

il manifesto vendu en France

quotidiano comunista

Il Manifesto, quotidien révolutionnaire italien se trouve désormais dans les kiosques où se vend d'ordinaire la presse étrangère. Le groupe d'Il Manifesto, qui a lancé ce journal, est déjà connu en France. Un livre, publié l'an dernier, rassemble les principaux articles de la revue et permet de cerner les hypothèses fondamentales sur lesquelles se fonde la bataille politique des « dissidents de gauche » du PCI.

Dans les événements qui, en 67-68, secouèrent l'Italie et l'Europe Il Manifesto a vécu quelque chose de plus profond qu'une simple crise politique. Les luttes ouvrières et étudiantes, leur caractère antagoniste, l'attaque de l'organisation capitaliste du travail, l'égalitarisme, le formidable mouvement vers l'autonomie et l'auto-organisation de la classe ouvrière mirent en évidence un potentiel révolutionnaire jamais atteint. Cette crise ne se limitait pas à la situation italienne, mais se manifestait dans le reste de l'Europe capitaliste et également les sociétés socialistes. De plus, la révolution culturelle chinoise apparaissait comme une mise en crise du modèle de développement soviétique.

Le parti communiste italien ne put ni ne sut saisir les nouveautés significatives de la situation nationale et internationale et ne fut pas en mesure de se mettre à la tête du mouvement de lutte anticapitaliste. Cette incapacité

ne dépendait pas d'erreurs contingentes, mais était la conséquence d'une stratégie et d'une histoire qu'il fallait soumettre à une analyse critique et remettre radicalement en discussion.

La rupture avec le PC était inévitable. Après l'exclusion du PCI, la revue mensuelle que publiait alors Il Manifesto se présentait comme un pôle de regroupement des forces révolutionnaires, à travers un processus d'unification, d'élaboration politique et pratique commune à tout le mouvement. Au cours de l'été 70, cette plate-forme a été formulée dans un ensemble de thèses, à discuter par tous les groupes d'extrême gauche : mais cette unification n'a pas eu lieu. Il Manifesto s'est donc développé, comme force autonome, même s'il s'est efforcé de ne pas se figer prématurément dans une structure fermée.

Aujourd'hui, Il Manifesto compte plus de 120 centres dans diverses villes italiennes, organisés en collectifs de travail, et qui se réunissent périodiquement en assemblées nationales. L'an dernier, en novembre, l'une de ces assemblées a posé le problème de formes d'organisation plus rigoureuses bien qu'elle n'ait pas fixé d'échéances très précises. Il Manifesto regroupe aujourd'hui entre 5 et 7000 militants à l'échelle nationale. Il a une présence militante dans 170 usines, parmi lesquelles toutes les usi-

nes les plus importantes du pays. Il s'agit d'un réseau d'une densité très variable, mais qui est en mesure d'exercer une certaine influence dans les secteurs décisifs de la métallurgie et de la chimie.

La vente du journal, qui sort depuis un an et demi correspond à cette présence militante. Ce quotidien a été conçu comme un organe d'information sur les luttes et comme un instrument de formation des militants. Publié sur quatre pages, Il Manifesto aborde uniquement les problèmes politiques et se refuse à tenir une rubrique sportive, ou à informer des faits divers, pour n'en parler que dans la mesure où ces divers événements revêtent une signification politique particulière.

Les ventes d'Il Manifesto varient entre 30 et 40.000 exemplaires par jour, avec des « pointes » qui dépassent même les 50.000 exemplaires à certains moments politiques, comme durant les élections présidentielles quand le journal fit campagne contre l'élection de Fanfani, ou au cours de la campagne pour la libération de Valpreda. Ces résultats permettent un auto-financement complet — une souscription permanente parmi les lecteurs aide également à assurer l'équilibre du budget — et de refuser le conditionnement de la publicité.

Les assassins des Palestiniens

Une camarade libanaise à qui nous avons demandé des informations aussi directes que possible sur « Septembre noir » nous écrit : « Impossible. Rien de plus à dire que ce qu'ont pu diffuser les agences étrangères et l'imagination de certains journalistes. (L'interview d'un Septembre noir dans « L'Express ». Bidon évidemment). Enfin un groupe de Palestiniens a compris que la clandestinité était une condition primordiale de survie. Ils ont compris que les assassins des Palestiniens c'était nous, vous les journalistes. J'ai été dans les camps, avec des fedayin et des copains de gauche très bien introduits. Rien à faire, la même réponse partout. Il y a peut-être, il y a sûrement des Septembre noir parmi nous. Mais personne ne sait qui. Ce sont des éléments dissidents et marginaux des organisations de commandos mais qui agissent quand même en leur sein, en utilisant leurs moyens et leur fric.

De plus, depuis le dernier raid sur le Liban (celui qui a duré 36 heures), les fedayin (même le Fath) se terrent. Ils sont pourchassés par l'armée libanaise et à la moindre gaffe, ils risquent de subir le même sort qu'en Jordanie... J'ai été dans le Sud au lendemain du raid, faire une tournée générale, et plus particulièrement dans les camps de Palestiniens. J'avais beau être accompagnée de personnes très proches de la résistance. Tous les fedayin qui m'ont reçue ont observé un mutisme quasi total. J'ai essayé de leur arracher quelques précisions sur des accrochages qui avaient eu lieu entre eux et l'armée. Ils ont nié que de tels accrochages se soient produits et répétaient des phrases-clichés (visiblement dictées d'en haut) telles que : les soldats libanais et nous sommes frères, nous avons lutté côte à côte contre le même ennemi, etc. La censure et l'autocensure sont donc totales ; il est très difficile de se faire une opinion dans ces conditions. »

MAURITANIE : répression alarmante

Des camarades de la section française de l'Union générale des étudiants et stagiaires mauritaniens (UGESM) attirent notre attention sur la répression que subissent depuis quelques années les ouvriers, syndicalistes et étudiants de Mauritanie — répression qui a atteint ces derniers mois un développement très alarmant.

« Après avoir décidé unilatéralement d'intégrer les syndicats de travailleurs dans le parti unique (« Parti du Peuple ») afin de mieux mettre à l'abri du mécontentement ouvrier les monopoles impérialistes (MIFERMA, SOMIMA...) dont il défend avec beaucoup de zèle les intérêts (on se souvient de la sanglante tuerie de Zouerate en 1968...) le régime de Ould Daddah vient de décréter l'enrôlement forcé de 12 étudiants dans l'armée. Cette mesure intervenue à la suite d'une manifestation pacifique, or-

ganisée par l'UGESM, afin d'attirer l'attention des autorités sur les problèmes étudiants (suppressions arbitraires des bourses, liberté d'organisation, problèmes de l'orientation, etc.) est déjà effectivement appliquée à quatre camarades (N'Diawarkane, Fall Moussa, Tijani Karim, Yacoub Diallo) internés depuis un mois dans des casernes aux quatre coins du pays. Ils sont actuellement dans un état de santé très grave à la suite des tortures qu'ils ont subies et d'une grève de la faim prolongée.

« L'UGESM, qui a lancé un mot d'ordre de grève générale pour exiger la levée des mesures arbitraires qui frappent ces militants lance un appel à tous les progressistes français pour qu'ils dénoncent la répression que le régime néo-colonial de Ould Daddah exerce sur les militants anti-impérialistes, les démocrates et le peuple mauritaniens. »

Critique Socialiste

Le n° 9 est paru

Au sommaire : L'autogestion, stratégies syndicales et mouvement révolutionnaire, les bases sociales de la révolution, sur le prolétariat, produire pourquoi ? les crises d'identité collective, les tendances actuelles du capitalisme international.

Ed. SYROS 9, rue Borromée
8 F

Le massacre de Trelew

une rescapée témoigne

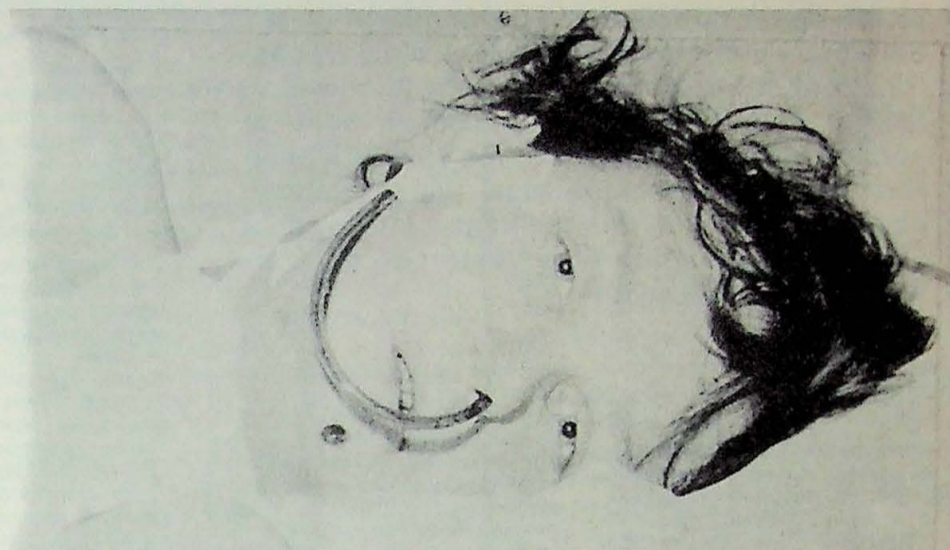
Le 22 août dernier, 16 prisonniers politiques argentins étaient sauvagement assassinés dans le secret de la base aéronavale de Trelew (« TS » 547). La thèse officielle faisait état d'une tentative d'évasion, thèse démentie par les témoignages des trois survivants au massacre qui prouvent que les prisonniers ont été abattus de sang-froid. L'une des rescapés, Maria Antonia Berges, militante péroniste, raconte.

Ce témoignage se passe de commentaire. Nous le publions au moment où s'ouvre à Buenos-Aires le procès de quinze autres militants révolutionnaires accusés de la mort d'Oberdam Sallustro. Des condamnations à mort sont à craindre. Le gouvernement du général Lanusse n'a décidément plus de complexes à avoir vis-à-vis de son voisin brésilien. La CIA fait bien son travail...

« **A** 3 h 30 du matin, je suis réveillée par les cris du lieutenant Bravo, du caporal Marchan et d'un autre dont j'ignore le nom. J'entends d'autres voix, mais je n'arrive pas à les distinguer, car on nous fait sortir immédiatement de nos cellules, en nous ordonnant de garder les yeux fixés vers le sol ; je remarque que c'est la première fois que l'on nous donne un tel ordre, je n'arrive pas à comprendre pourquoi. Une fois dans le couloir sur lequel débouchent nos cellules, on nous ordonne de nous mettre sur un rang et de regarder vers le fond du passage.

Soudain, sans que personne ne l'ait ordonné, comme s'ils étaient déjà tous d'accord, un caporal commence à nous tirer dessus avec sa

mitraillette. En un instant, on n'entend plus que des hurlements et une fusillade nourrie, car tous les officiers et sous-officiers commencent à nous tirer dessus. Je reçois quatre balles, deux dans le bras gauche, une dans le fessier, la dernière dans l'estomac. Je parviens à me traîner dans ma cellule ; Maria Angelica Sabelli fait comme moi, mais après quelques instants, sa respiration devient difficile, puis elle ne bouge plus. A la porte de la cellule, Santucho est étendu complètement immobile. A leur accent provincial, je reconnais les voix de Mena et de Suarez qui hurlent de douleur. J'entends aussi la voix du lieutenant Bravo qui demande des aveux à Alberto Campos et à Cacho Delfino. Tous les deux refusent, il s'ensuit deux coups de pistolet, je n'entends plus Alberto ni Cacho. Mais ce que j'entends c'est encore plus de cris de douleur qui cessent à mesure que se succèdent les coups de pistolet : à présent, je n'entends plus que les voix de nos geôliers, qui, excités, commencent à inventer une histoire pour justifier le massacre,



Un des trois survivants de la tuerie, Maria Antonia Berges.

D.R.

alors que je suis encore vivante devant eux.

J'entends se rapprocher les détonations, il est évident que quelqu'un se charge d'achever les blessés, il vient vers ma cellule. J'essaie de faire le mort et, entr'ouvrant les yeux, je le vois sur le seuil ; c'est un officier de marine. Il vise la tête de Maria Angelica et tire, bien qu'elle soit déjà morte. Puis il tourne l'arme vers moi et tire à nouveau : la balle pénètre par la pointe du menton, elle me fracture la mâchoire et vient se loger derrière l'oreille droite. Puis il s'éloigne sans vérifier les effets de son geste, persuadé que je suis morte.

Peu après, un infirmier arrive, qui constate le nombre des morts et des blessés ; une personne importante arrive aussi, à qui l'on raconte l'histoire inventée. Quatre heures après, des ambulances arrivent et nous transportent à l'infirmerie, il est 8 h 30 ; tout avait commencé à 3 h 30. »

Maria Antonia BERGES ■

De nouvelles craintes

Dans un communiqué, le Comité de Défense des Prisonniers politiques argentins attire l'attention de l'opinion publique française sur de tels faits qui caractérisent et confirment la situation régnant aujourd'hui en Argentine. « Il ne s'agit pas de cas isolés mais d'un événement parmi beaucoup d'autres qui s'inscrivent dans un contexte général de répression exercée à tous les niveaux par le gouvernement militaire et qui nécessite une mobilisation urgente de tous les secteurs de l'opinion démocratique. Dans le courant de ce mois, à Buenos Aires, comparaitront devant la « Camara Fédéral en lo penal » quinze personnes accusées par les autorités d'avoir participé à l'affaire Sallustro, gérant de la Fiat-Argentine, qui a trouvé la mort le 10 avril dernier dans des circonstances non encore éclaircies.

« Les conditions dans lesquelles va se dérouler ce « procès » font craindre sérieusement que pour la première fois depuis 1922 des peines de mort seront prononcées en Argentine. » ■



D.R.

Le compromis

Des grimaces de Louis de Funès aux pas-sades amoureuses d'« Angélique », sans oublier les palinodies de Gabin, le cinéma français n'est pas chiche en œuvres politiques. Politique, ce cinéma-là l'est en tant que révélateur de la conception bourgeoise d'un art déraciné du contexte social réel, d'un art castré. Pour faire pièce à ces entreprises léni-fiantes et pour faire du cinéma un outil de combat adapté à l'époque, les révolutionnaires n'ont opposé que des films destinés beaucoup plus à des militants initiés qu'à l'auditoire beaucoup plus vaste que peut atteindre le septième art.

L'ATTENTAT, d'Yves Boisset

Comblent ce fossé qui existe entre le spectateur ordinaire d'une salle ordinaire et le cinéma engagé, telle semble être la visée de « L'Attentat », le dernier film d'Yves Boisset. C'est donc un pont jeté entre le public populaire et l'actualité immédiate, la réalité politique, la France concrète, quoi ! Mais « L'Attentat » est aussi un compromis entre le film policier et le film à sujet directement politique, à savoir l'enlèvement de Ben Barka. Certes, des précautions bien compréhensibles ont entouré l'entreprise du film pour couper l'herbe sous le pied de ceux — et ils doivent être nombreux — que l'idée même de l'œuvre dérange. Ainsi, dans « L'Attentat », Ben Barka devient Sadiel (G.M. Volonte). Tous les noms des protagonistes de cet épineux dossier ont été volontairement modifiés. Parfois même, et c'est le cas du rôle joué par J.L. Trintignant, deux personnages ont été incarnés en un seul, dans un but d'éclaircissement. Il n'en demeure pas moins que c'est de la disparition provoquée du leader politique marocain dont il est question.

Un film musclé

Pour que le message passe, Boisset n'a pas hésité à donner à son

film tous les attraits de l'œuvre policière, de la série noire de la meilleure veine américaine. Rythmé par un tempo haletant, le montage très judicieux fait s'enchaîner habilement des successions de séquences syncopées. Ces moyens donnent toute leur efficacité pour rendre vivant un aspect de l'affaire Ben Barka restée ténébreuse sous bien d'autres, à tous les spectateurs qui n'en auront pas en mémoire, au moment de la vision du film, les moindres détails.

Ainsi, le déroulement de l'histoire a été resserré à un week-end seulement. De même, une séquence est particulièrement révélatrice des intentions du réalisateur de pimenter une action que la réalité historique ne maintient pas suffisamment « soutenue ». Cette séquence se place au moment où Bernier (J.-L. Trintignant), le journaliste chargé du contact avec Sadiel, se rend compte qu'il a été l'instrument plus ou moins involontaire d'une conspiration visant à l'enlèvement de son ancien ami, sous prétexte de réaliser avec lui un film sur le tiers monde, Bernier menace alors de « se mettre à table », de tout raconter des responsables, des complices et des autres. A ce moment-là, on se doute bien qu'il a dû être « tourmenté » par ceux qui n'avaient et ont intérêt à son silence. Le réalisateur, lui, n'a pas reculé à la description dans la meilleure tradition policière d'une poursuite infernale en pleine nuit

de Paris, avec gangsters munis de silencieux et truands qui tirent à vue.

A plusieurs reprises, l'auteur de « Coplan sauve sa peau », du « Condé » et du « Saut de l'ange » nous donne ainsi une brillante démonstration de son talent de réalisateur d'œuvres musclées.

Qu'en est-il de la portée politique d'une adaptation cinématographique quelque peu romancée d'un sujet politique au premier chef ? A la différence de « Z », « L'Attentat » embraye directement sur la vie politique française. Pour le spectateur, pas d'échappatoire possible.

Ces lignes d'écoute téléphonique font de sa liberté un principe vainement proclamé ; la toute-puissance des polices officielles et parallèles qui se disputent la charge des affaires louches, le maniement sans vergogne d'indicateurs, le chantage politique et policier constituent autant de touches acerbes apportées à la triste image d'un système politique dégradé. A ce spectateur, pour peu qu'il ne soit pas entièrement absorbé par le spectacle du roman policier, des éléments de réflexion sont fournis. Quant à savoir si, dans son propre pays, avec des figures politiques qu'il reconnaît, il ne pourrait pas être lui-même, une des victimes de machinations policières.

De même, à propos d'un producteur de télévision (Philippe Noiret) qui a réussi à ne pas être inquiété jusqu'à présent dans la véritable affaire Ben Barka, alors que le film précise sa collaboration directe, le spectateur sera amené à mettre en doute les professions de foi hypocrites de tels journalistes qui font et défont l'information au gré des intérêts de ceux qu'ils servent.

Enfin, « L'Attentat », par le choc qu'il peut créer, pourrait aider à remonter des oubliettes une affaire trop commodément enterrée par les princes qui nous gouvernent et ceux qui leur succèdent. La dernière séquence du film doit être saisie comme un appel. Cette occasion, si minime soit-elle, ne doit pas s'échapper. Par ce moyen, les révolutionnaires peuvent se mobiliser pour que vérité et jus-

tice complète se fassent en la matière, en solidarité militante à un grand leader populaire disparu.

Le prix

Mais le soutien au film nous oblige en même temps à en saisir les limites. Au niveau du contenu politique, le film est aussi un compromis. La recherche de l'audience maximale ne peut pas tout excuser. Sinon, le message risque d'en sortir plus qu'altéré, mais complètement défiguré, au point qu'il n'est plus à même de toucher au but visé.

Il ne sera pas question, ici, de la manière toujours extérieure dont la politique reste perçue (aux exceptions près que nous avons soulignées), ni de l'insistance sur les motivations psychologiques au point de faire du révolutionnaire un héros romantique en mal de retour au pays. Cela fait partie des concessions pour que le film soit compris sans choquer, le spectateur intéressé par une forme à laquelle on l'a habitué. Non, le plus gênant de l'histoire est d'avoir attribué à la CIA un rôle sinon exclusif, du moins prépondérant dans la responsabilité de l'entreprise. Pour une approche politique dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle n'est pas des plus fines, vu le parti pris cinématographique choisi, le débat sur les responsabilités aurait eu intérêt à rester ouvert par le film. Le réalisateur du film et son scénariste Semprun expliquent que la CIA

avait intérêt à la disparition d'un leader du tiers-monde à la veille de la Tricontinentale qui la gênait beaucoup. Nous n'en doutons pas.

Mais, de cette conférence, il n'en est pas fait mention. Et la charge corrosive de l'œuvre devait avoir son plein impact en considération du cadre français dans lequel l'action se passait. La CIA est donc responsable ! Sous l'effet de cette piqûre, la grande affaire Ben Barka manque de se dégonfler comme un ballon de baudruche. Toutes ces cachotteries officielles, ce panier de crabes et de barbouzes, cette mise en cause du SDECE que de Gaulle avait enlevé à Pompidou, cette guerre menée par l'opposition et la presse, ce n'était que ça ! L'os qui était resté en travers de la gorge du régime gaulliste-version originale risque d'être facilement rejeté. Seuls quelques obscurs subalternes français, un avocat véreux avaient accordé leur participation sans réelle « couverture » de leurs supérieurs hiérarchiques ! Il y a bien un haut fonctionnaire qui est visé dans le film, mais on ne nous dit rien de sérieux sur son identité. La question fondamentale que pourrait se poser le spectateur à propos du pouvoir étatique est balayée de la main. Certes, comme cela, le film peut mieux passer. Mais alors, le prix à payer pour ce compromis peut paraître un peu fort. Comme Gadiel, répondant à son avocat qui s'inquiétait de certaines compromissions idéologiques dans l'action militante, il faut bien constater qu'un compromis reste un compromis.

Alain MOUTOT ■



D.R. Yves Boisset et Gian-Maria Volonte.

La vie édifiante de Bernadette-bonheur

LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE,

film québécois de Gilles Carle

Bernadette était plutôt bonne fille.

Elle ne voyait pas au nom de quelle loi, au nom de quelle morale, on aurait pu l'empêcher de faire ce qui lui semblait bon, ce qui faisait plaisir sans nuire à personne : soulager la misère sexuelle des vieux, être hospitalière pour les étrangers et généreuse avec les infirmes — Bernadette avait tout d'une sainte.

Seulement, dans ce petit village du Québec où elle s'était installée après avoir quitté Montréal et son mari, elle semait la zizanie : à quoi ça ressemble, le désintéressement ? Ça veut dire quoi, vouloir vivre et vouloir rendre les autres heureux ? Ça n'a guère de sens, n'est-ce pas, dans

une micro-société où, comme partout ailleurs, le maire, le flic et le représentant du Crédit agricole vont la main dans la main pour maintenir les agriculteurs sous leur domination et les empêcher (entre autres) de se syndiquer. Et puis, cette bonne fille de Bernadette qui distribue tous ses meubles (quand son mari les lui expédie de Montréal) — c'est de l'utopie, ça, donner ! Comment voulez-vous que le Monsieur Ségalot de Montréal vive, si tout le monde en fait autant ?

Bernadette était trop bonne fille.

Elle avait recueilli l'enfant retardé d'une putain du lieu ; à force, non pas de jouer les mères-poules, mais d'amour discret et de tendresse, à force de le considérer comme normal, elle a fait en sorte qu'il parle et qu'il marche. Du coup, comme la tendresse et l'amour ça n'a rien de normal dans une société qui adore le Veau d'Or, Bernadette est devenue une

sainte officielle : miracle officiel et homologué. Ça ne pouvait pas être autre chose que du surnaturel.

Alors Bernadette se révolte, s'arme d'un fusil, et tire sur les pèlerins qui viennent se faire bénir.

Car telle était sa vraie nature : la révolte. Une révolte que ne parviennent pas à combler l'amour et la tendresse : car la société de Saint-Fric parvient toujours à les dévoyer. Et tout compte fait, c'était Thomas, le paysan son voisin, qui avait raison : barrer les routes avec son tracteur, voilà la solution. Mais pas seul : avec les gars du syndicat.

Le seul amour de Bernadette n'est pas suffisant pour soulager la grande misère du Québec. Et le bonheur, s'il se peut, nous dit Gilles Carle, est au bout de la révolte collective — je veux dire, de la révolution.

Thierry MORUS ■

commandez
tous vos livres
à la librairie

tribune
PSU socialiste

envoi franco

contre règlement

à la commande :

C.C.P. PARIS 5826 65

catalogue contre 2 timbres à 0,50 F

Le pouvoir intellectuel

troisième pute sur notre dos

Libres propos

télévision

Les limites de l'amour

DEUX émissions, deux manières de tromper son monde. Il est déjà regrettable qu'à chaque automne le Salon de l'Automobile soit considéré comme l'événement national majeur. En profiter pour nous infliger, sous le couvert d'une émission d'information, la propagande des constructeurs, c'est un comble.

Il avait été prévu qu'en duplex de Stockholm, Ralph Nader, leader des consommateurs américains, donnerait la réplique aux représentants des grandes marques françaises. Ce fut Raymond Loewy, l'un des inventeurs de la voiture expérimentale de sécurité mise au point par les Américains. Mécontent, Loewy, très mécontent qu'on ne lui ait pas laissé le temps d'expliquer que l'autosatisfaction coupable des constructeurs et l'optimisme béat des représentants des pouvoirs publics n'étaient pas de mise. Quant aux « critiques » bien sages des usagers, elles furent le moment le plus pénible de cette « Spéciale Automobile ». Et le nom de Ralph Nader ne fut même pas prononcé. Pour ce qui est de la sécurité de l'automobiliste, les constructeurs s'en occupent dans leurs laboratoires. Et 17.500 cobayes meurent chaque année.

Autres cobayes, mais bien vivants et décidés à se battre pour tout au moins survivre : les paysans. De Cervières et d'ailleurs. Le magazine « La qualité de la vie » n'a pas pour but de politiser les problèmes, c'est entendu. C'est un magazine « objectif » et c'est pourquoi le point de vue officiel venait paternellement rectifier quelques égarements. Pourtant, malgré ses défauts, cette émission était suffisamment bien faite pour qu'on y discerne avec un peu de bonne volonté, la frénésie colonialiste des promoteurs et de l'administration.

Aménager la campagne française, oui, si ce sont les paysans qui s'en chargent sans rechigner, mais dès qu'ils viendront troubler nos petites combines, holà ! L'amour de la nature a des limites. Comme l'amour de l'automobiliste moyen d'ailleurs. Il s'arrête ou passe le bulldozer et son train de profits.

Jacques Bramoulet. ■

Marie Minois explose, elle dit des mots qui ne font pas spécialement plaisir.

Face à cela la solution la plus simple est la conjuration du silence. Mais il y a également ceux qui la laissent parler, en prenant bien soin de la présenter comme un « personnage ». Ce qui permet de se rassurer et d'être à jour avec l'idée qu'on se fait de la liberté d'expression. Enfin ce peut être un placement d'avenir. Car Marie Minois a écrit un livre « Les mal barrés » (1), et s'appête à chanter ses chansons, sous le titre « La politique, ceux qui en vivent, ceux qui en crèvent »... (2). Certains se disent qu'il est bien d'être parmi les premiers à l'avoir « aidée ». Ces mots, porteurs des petits calculs ridicules des grandes récupérations, ne tiennent pas face à Marie Minois, qui fait des ménages pour « survivre » et justement ne rien devoir, refuse le strict minimum pour ne pas détourner ses forces de son combat, va chanter à ses risques et périls : elle doit elle-même payer ses accompagnateurs, louer l'orgue, coller ses affiches. Après quoi elle pourra « passer au plateau » dans la salle. Vous avez bien lu : faire la quête...

Marie Minois : une voix parmi toutes celles que l'on n'entend jamais — une femme qui sait ce que c'est qu'en bavard, décidée d'aller jusqu'au bout de sa violence.

LA politique, ceux qui en vivent, ceux qui en crèvent... Je passerai ici sous silence les nombreux refus des éditeurs dits « révolutionnaires » (Minuit, Pauvert, Maspéro Cie). Bref, lorsque recueillie par les éditions « Champ libre » j'ai sorti ce témoignage, je m'attendais à des barrages côté presses officielles — presses PCF puisque j'en suis exclue, mais alors là, pardon la surprise... LE POUVOIR INTELLECTUEL.

Déjà, sans en savoir le nom, à l'usine Alsthom je m'y étais empoignée. « Gauche prolétarienne » : tour à tour par elle divinisée prolétariat grand P ; (pour mieux masquer ma connaissance des réalités) récupérée « folklore » ou, quand tout vous lâche de toutes parts et qu'on se jette dans les bras du premier venu, ex loulou chômeur utilisé pour mobiliser. LE POUVOIR INTELLECTUEL. Çaousons-en...

L'analyse chiadée glacée d'un cerveau technocrate.

Comme jadis au PCF et à la GP, lorsque je me suis présentée la gueule toute enfarinée au « Nouvel Observateur » pour l'interview de Nicole Muchnik, on m'y a pas laissé causer. À cause du langage ils disent. Mais moi je sais que c'est parce que j'y disais en gros ce que je dis ici. LE POUVOIR INTELLECTUEL.

Alors là m'ont dit : « Ça risque de chauffer ». J'avais même ma gueule ouverte con pour l'interview. Alors ils m'ont dit « On a payé le photographe. Ta gueule elle lui appartient au « Nouvel Observateur ». Mais c'est pas là le problème. Le problème c'est : bureaucratie PCF, « justes lignes » gauchisantes ; ou langage chiadé... Grâce à la sélection du langage : grâce au maquereautage de la théorie sur la pratique le problème d'est... LE POUVOIR INTELLECTUEL.

Je ne suis pas le prolétariat grand P et puisqu'il leur en faut pour leur pâté des étiquettes, je ne suis qu'un petit P. Lumpnum comme ils me mettent. A l'étroit dans leurs analyses. Je morfle en trois temps : survie, étouffement, dessèchement. Le SMIC dans les doigts, colonialisée trois fois (Sicilienne, Corse, Occitanie) à lui faire souvent le larbin au prolétariat grand P... J'ai pris les foies des mots, des étiquettes et des fichiers. J'ai appris aussi que mon ennemi, c'est ce qu'on lui a foutu dans la tronche à ce prolétariat grand P. Mais c'est aussi tous ceux qu'en ont trop dans la tronche et pas assez sur la patate. Je ne crois plus qu'à ceux qui trinquent. Aux paumés. En milieu intellectuel, c'est dans les forces inorganisées que je les ai rencontrés les sincères. A nu — tout au moins ils essayaient —. M'en foutaient pas plein la vue de leur enclade de mouches. Fringues pour l'anxiété, baisage de gueule pour la violence, sécurisante l'idée. Maquereau sur le dos de ma réalité. Bref passe la main on a bougé le petit doigt et on se l'ai reçu aussi pute sur notre dos... LE POUVOIR INTELLECTUEL.

N'en déplaise au capital, au PCF et à la technocrate analytique, l'étouffement est commun. Donc le décloisonnement plus proche qu'on ne croit. Mais la seule façon de s'en tirer, de lui faire la peau à ce ghetto gauchiste c'est, avec l'aide des intellectuels réellement paumés, de se les fader tous. Dans le colimateur du fusil. A poil les sacerdoxes, tous les sacerdoxes de la politique. Sans l'oublier aussi, tapi et tout planqué sous le beaucoup trop culpabilisé... LE POUVOIR INTELLECTUEL !

Marie Minois. ■

(1) Éditions Champ Libre.

(2) A partir du 18 octobre, à 22 heures, au café-théâtre « Le Sélénite », 18, rue Dauphine, Paris-6^e.

Le crève-cœur d'Aragon

« Je ne vous dis rien d'autre qu'il faut savoir regarder en face le malheur, et ne pas le déguiser en son contraire... Je vous le dis, mêlant les rêves et la vie, pour mieux apprendre à les séparer ensuite. Parce que dans la vie, il y a certes un dangereux quotient de rêves, mais dans les rêves aussi il faut savoir lire sa vie, voir plus loin qu'elle. Voir plus loin que soi. Je sais d'expérience que c'est difficile, et que souvent cela fait mal. Mais si vous voulez qu'au moins en une chose je me vante, je vous dirais que de cette vie gâchée qui fut la mienne, je garde pourtant un sujet d'orgueil : j'ai appris quand j'ai mal à ne pas crier.

Cela m'a beaucoup servi ces jours-ci. » Il y a ceux qui ne supportent pas la souffrance individuelle, celle de la chair ou de l'âme : ils iront se repaître du message de Montherlant, tombé au champ d'honneur de la conscience bourgeoise. Il y a ceux qui ne supportent pas la souffrance collective et qui ont bâti leur vie sur ce refus : ils liront l'adieu d'Aragon dans l'ultime numéro

des Lettres Françaises qu'une décision du Comité Central du P.C.F. vient de supprimer.

Dans le même numéro Pierre Seghers écrit :

« Certaines mauvaises nouvelles portent en elles un tel faux poids d'injustice qu'on ne peut s'empêcher d'évoquer à leur propos Michelet : « Fouquier Tinville devient de plus en plus exécuté et exécrable... Le tribunal du destin des publications périodiques me permettra ce rappel, et l'hommage rendu au directeur des Lettres Françaises à l'occasion de son 75^e anniversaire n'y changera rien, pas plus que l'ordre de la Révolution d'Octobre que le présidium du Soviet suprême vient de lui décerner. » et il conclut en toute clarté :

« La condamnation explicite du coup de Prague, la défense de Siniavski, de Daniel et de Soljenitsyne, les prises de position les plus clairvoyantes — et les plus osées furent le fait de ce journal. Qu'on me permette dans ce numéro d'adieu, d'exprimer une opinion strictement personnelle : les

lettres sont tombées, non pas entre les colonnes du Droit et de l'Avenir, mais sur le front de leur combat. »

Aragon a vécu le communisme comme un humanisme et qu'a-t-on fait de l'homme en U.R.S.S., en Pologne, en Tchécoslovaquie ? Qu'a-t-on fait de ceux qui détestaient en leurs mains l'avenir de l'humanité ? Qu'a-t-on fait des travailleurs ? Quelles chaînes leur a-t-on fait forger de leurs propres mains ?

Pour toute une génération, le communisme, ce fut la jeunesse du monde, en même temps que leur propre jeunesse. Les mains d'intellectuels pouvaient serrer des mains d'ouvriers. Face à la montée fasciste, le parti communiste, c'était alors le parti de la liberté. Et la liberté valait tous les sacrifices : il fallait gommer les bavures, couvrir les crimes stalinien, prêcher la grandeur des dirigeants. Pour être forts, il fallait être unis. Pour être unis, il fallait n'être qu'une voix. La résistance a nourri d'un feu nouveau le culte de l'unité. Et la liberté, peu à peu, s'est estompée. Il n'est plus resté que le libéralisme : à nous la culture bourgeoise, à nous l'école laïque et républicaine — de Jules Ferry, à nous les artistes, à nous les savants, à nous les avaleurs du pour-cent culturel. Et l'unité elle-même a cessé d'être populaire pour n'être que le gadget électoral pour temps de « démocratie avancée ».

Le communisme est-il à ce point dialectique qu'il se soit transformé en son contraire ? Non. Il est le miroir brisé où des

centaines de milliers de travailleurs s'efforcent encore à se reconnaître.

Et le P.C.F. se survit par la haine même d'une bourgeoisie affolée des prémices d'une ruine toujours menaçante. Alors pour les intellectuels du parti, ceux qui ont fait tous les chemins et tous les métiers, balayeurs d'hérétiques impénitents et nettoyeurs de schismatiques, il n'y a plus beaucoup d'autre choix que le renoncement, l'aveuglement ou la mauvaise conscience. Aragon n'est pas aveugle. Le coup de tonnerre de 68, de Paris à Prague, a ébranlé les consciences et il y a des printemps qui ne meurent jamais tout à fait. Mais Aragon a appris qu'il n'y avait rien de pire que la solitude. Seule la solidarité, comme la foi jadis peut ébranler les montagnes. Solidaire avec qui ? avec quoi ? On ne se remet pas d'avoir été tant d'années au P.C.F. Alors il y a ce vieil homme qui s'en va seul sur la route, il ne sait où ; mais il garde encore assez de force pour refuser de se laisser embarquer, assez d'intelligence pour savoir que rien ne se termine avec sa propre fin : il y a d'autres hommes sur la même route. Ils ont refusé les chaînes par lesquelles on voulait les unir. Ils marchent au pas de leur volonté commune. Ce sont les révolutionnaires d'aujourd'hui. Il en est parmi eux qui ont appris à lire leurs désirs et leurs révoltes dans l'œuvre d'Aragon. Elle ne doit pas se terminer : le cri après la contrainte, doit redevenir parole pour redonner un sens au combat.

Robert CHAPUIS. ■

Juin 36

L'accord PC-SFIO-Radicaux de 1936. L'accord PC-PS-Radicaux de gauche de 1972. La tentation est grande d'assimiler les deux situations. D'autant plus qu'aujourd'hui « 36 » est devenu un symbole, « le Front pop », et que la réalité de l'époque tend à être oubliée. Cette réalité pourtant il nous faut la connaître. Pour comprendre d'abord ce qui s'est effectivement passé mais aussi pour avoir aujourd'hui des éléments d'analyse de notre propre situation. La réédition du livre de Gibelin (chez Maspéro) sur Juin 36 est, à cet égard, importante : Il répond ici aux questions de Jean Verger.

● **Peux-tu rappeler brièvement les différences entre le « programme commun » et le programme du front populaire de 36 ?**

Le programme commun est plus détaillé, plus cohérent aussi. On y relève une liste plus longue, plus précise des mesures destinées à satisfaire les revendications « quantitatives » des masses populaires, mesures nécessairement coûteuses et supposant donc une nouvelle distribution du revenu national. Alors que le Front populaire ne nationalisa que quelques entreprises travaillant pour la défense nationale le programme commun annonce d'importantes nationalisations. L'on sait comment la bourgeoisie a fait échouer l'expérience du Front populaire : hausse des prix, fuite des capitaux, difficultés financières, sabotage de la haute administration. On voit mal comment la nouvelle expérience y échapperait (1). Pour Marx, pour Lénine, la première tâche de la classe ouvrière parvenant au pouvoir devait être de briser l'appareil de l'état bourgeois, de substituer aux forces de répression (armée, police) le peuple en armes, de doter les

(1) D'autant plus que le respect des règles de la Communauté économique européenne, auquel les partenaires s'engagent, faciliterait le sabotage.

assemblées élues à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Rien de tel dans le programme commun qui se caractérise comme son prédécesseur par un profond respect de l'appareil d'état bourgeois.

● **Comment expliques-tu la dynamique de mobilisation qu'un tel programme de front populaire a pourtant eue en 36 ?**

Il faut rappeler la situation des années 1930 : la crise économique avec son cortège de bas salaires, de chômage, de faillites. La crise politique avec la chute répétée des gouvernements, la compromission d'hommes politiques dans des scandales financiers. Et, prenant sa source dans l'une et dans l'autre, la menace fasciste, la naissance et le développement des « ligues ». Le 6 février 1934 elles ont tenté de prendre d'assaut le Palais Bourbon. Elles continuent leur agitation et leurs violences anti-ouvrières. La liste est longue des travailleurs assassinés. L'exemple allemand est proche. Les organisations ouvrières sont profondément divisées. Pour le P.C. la sociale-démocratie est « le social fascisme » sœur jumelle du fascisme. La classe ouvrière va se dresser contre le fascisme et imposer à ses organisations de s'unir (Pacte

d'unité d'action S.F.I.O.-P.C.). Dans la lutte, y compris la lutte physique, un nouveau rapport de forces se crée. Il devient possible d'arracher la petite bourgeoisie à l'influence et du parti radical et des ligues fascistes. L'on sait que les dirigeants socialistes et communistes préfèrent s'allier dans le Rassemblement populaire au parti radical et, pratiquement, s'aligner sur lui. Ce n'est qu'en janvier 1936 que paraît le programme du Front populaire alors que le résultat des élections d'avril-mai ne faisait plus de doutes. On ne peut pas dire que ce programme ait joué un rôle mobilisateur. En fait, il a été l'expression édulcorée de la volonté ouvrière et populaire. Stimulée par la victoire électorale (et ceci doit faire réfléchir les camarades qui ont tendance à simplifier la complexité d'une mobilisation des travailleurs) la classe ouvrière se lance dans un immense mouvement de grève qui pose le problème du régime et arrache des revendications qui n'étaient pas comprises dans le programme du Rassemblement populaire.

● **A la différence de 36, le programme commun d'aujourd'hui n'est pas contresigné par un troisième parti bourgeois comme le parti radical de l'époque : quelles sont tes appréciations à ce sujet ?**

En fait, le programme commun a été « ratifié » par les « radicaux de gauche » qui n'avaient pas participé à son élaboration. Le rapport de forces n'est plus du tout le même : il faut rappeler qu'avant les élections de 1936 le parti radical avait 159 élus sur 615 députés ; après les élections et ses pertes (surtout au profit du P.S. et du P.C.) il en comptait encore 116. Le recul du radicalisme est la concrétisation de l'affaiblissement numérique et politique des classes moyennes traditionnelles (paysannerie, petits commerçants, artisans). Il y a une tendance à la bi-pola-

risation entre d'une part, un parti représentant avoué du grand capital et les organisations se réclamant du socialisme ou d'un certain socialisme. L'absence d'un partenaire bourgeois représentatif ne résulte pas de la volonté des signataires mais exorime un état de fait.

● **Dans la nouvelle édition de ton livre, la préface rappelle l'importance de la crise révolutionnaire de 68 : plutôt que de ramener le contenu du programme commun à celui du front populaire de 36, ne doit-on pas plutôt prendre en référence le contenu de ce Programme commun par rapport aux aspirations des travailleurs en Mai 68 ?**

En mai 1968, dans de nombreuses entreprises, ce n'est pas seulement le problème des rémunérations qui a été posé mais celui de l'organisation de la production. Mettre fin à l'émiettement du travail, à une discipline toute militaire dans les rapports hiérarchiques ; telle est la préoccupation qui s'est fait jour. Certaines luttes qui ont eu lieu depuis, le combat des travailleurs italiens prouvent que ces préoccupations demeurent. Elles n'intéressent pas seulement les ouvriers, mais aussi les employés, de nombreux cadres, les étudiants. Ils veulent dans leur vie professionnelle et aussi dans la cité, cesser d'être des objets qu'on manipule. A ce désir, le programme commun ne répond que par la présence de délégués dans certains organismes. Comme « Tribune socialiste » l'a déjà décrit, les travailleurs ne sont jamais considérés collectivement comme les acteurs décisifs et permanents de la transition au socialisme. Conséquences : un affaiblissement du camp ouvrier face à la contre-offensive de la bourgeoisie, un gaspillage des trésors d'initiative dont savent faire preuve les travailleurs, une gestion bureaucratique.



Roger-Viollet

1936 - Léon Blum prend la parole, cours de Vincennes.